

**Demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3 du code de l'environnement

N° 14734*03

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

17/12/2021

Dossier complet le :

17/12/2021

N° d'enregistrement :

2021-ARA-KKP-3541

1. Intitulé du projet

Projet HIPeR (Hub Industriel de Propreté Radiologique) composé d'une blanchisserie industrielle, d'un hall de propreté radiologique, d'un hall d'entreposage et d'une zone de bureaux et de vestiaires.

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

UNITECH SERVICES

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Jacques GRISOT Directeur Général France

RCS / SIRET

4 9 1 5 7 6 7 9 9 0 0 0 2 8

Forme juridique

SASU

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
1) Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Exploitation d'un site classé au titre des ICPE sous la rubrique 1716 pour un régime d'autorisation (substances radioactives avec QNS > 10 ⁴), 2340 pour un régime d'enregistrement (capacité de lavage de linge > 5t/j) et les rubriques 2560 (puissance entre 10MW et 10000 MW), 2575 (puissance > 20kW) et 2910-A (puissance entre 1MW et 20 MW) pour un régime de déclaration Le projet n'est pas soumis aux directives IED et SEVESO.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le site accueillera 3 activités réparties dans 3 bâtiments distincts dont la surface globale est inférieure à 10 000 m². Les activités correspondent à :

- Une blanchisserie industrielle : nettoyage de linge provenant de l'industrie nucléaire et conventionnelle,
- Un hall de propreté radiologique : unité de maintenance de matériel et d'outillages, une unité de propreté radiologique et un laboratoire d'analyses radiologiques
- Un hall d'entreposage d'une capacité de 100 containers
- Une zone de bureaux et de vestiaires.

Le projet est inscrit dans l'emprise du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA), sur un tènement d'une surface totale de 40 000 m² et n'ayant pas de bâtiment existant. Aucune démolition n'est nécessaire.

4.2 Objectifs du projet

Le projet a vocation à recevoir du linge et du matériel et outillage en provenance de l'industrie nucléaire et conventionnelle française et européenne. Le QNS associé sera supérieur à la valeur de 10 puissance 4 et la capacité de lavage du linge supérieure à 5 tonnes / jour. Les deux rubriques principales sont donc la rubrique 1716 pour un régime d'autorisation et 2340 pour un régime d'enregistrement.

D'une manière générale, les différentes étapes des activités présentes sur le site sont composées de :

- Réception du linge et du matériel / outillage,
- Réalisation d'un contrôle et d'analyses associées (laboratoire intégré aux activités du site),
- Lavage du linge soit en laverie conventionnelle soit en laverie spécialisée, puis expédition du linge propre,
- Dans le hall de propreté radiologique, est réalisée la maintenance du matériel / outillage
- Dans le hall d'entreposage, sont stockés environ 100 containers.

Le linge sera acheminé par transports routiers, puis lavé et contrôlé d'un point de vue radiologique avant d'être renvoyé vers les clients (EDF, ORANO, etc.). Il s'agit principalement du linge porté par les employés et sous-traitants de l'industrie nucléaire française. Dans le bâtiment hall de propreté radiologique, il est prévu pour permettre la maintenance ainsi que des opérations d'entretien sur des matériels potentiellement contaminés (outillage, échaffaudages, pièces de rechange...). Aucun pièce ne peut présenter une radiologie élevée. Dans le hall d'entreposage, les containers sont manipulés par pont roulant. Les matériels et outillages restent conditionnés dans leurs colis de transport. Aucun colis n'est ouvert dans cette zone d'entreposage. Les colis sont entreposés pour une durée maximale de 2 ans.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux sont prévus pour une durée de 16 à 24 mois.

Le chantier sera organisé de la manière suivante :

- Mise en place des installations base vie : bungalow, alimentation électrique / eau / eaux usées,
- Réalisation d'une plateforme en stabilisé ou enrobé pour les bungalows et pour le stationnement des véhicules,
- Mise en place d'une clôture en périphérie du site ;
- Mise en place d'un tri sélectif des déchets de chantiers (essentiellement palettes / cartons / métaux) permettant de valoriser l'ensemble des déchets évacués,
- Réalisation de la plateforme, du VRD et des bassins de collecte des eaux,
- Construction des bâtiments et de ses équipements,
- Aménagement des espaces verts et du parking.

Les bassins de gestion des eaux pluviales seront réalisés en priorité afin d'assainir l'emprise générale du chantier.

Les produits dangereux ne sont pas ou très peu utilisés sur le chantier. Les huiles utilisées pour les engins de chantier seront stockés dans des espaces protégés et fermés.

Le remplissage des véhicules de chantier se fera principalement pendant la phase des terrassements. Une zone étanche sera prévue sur le chantier pour les opérations de remplissage.

Afin de gérer les pollutions éventuelles en phase chantier, des kits anti-pollution seront disponibles dans les engins de chantier et sur le site.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le site est composé de 3 bâtiments industriels d'une superficie totale de 9 500 m² d'une hauteur de 11 mètres et dont les surfaces sont réparties selon les activités :

- Bâtiment 1 : blanchisserie industrielle de 5 300 m²
- Bâtiment 2 : hall de propreté radiologique de 2 500 m²
- Bâtiment 3 : hall d'entreposage de 2 000 m²
- Locaux techniques de bureaux et vestiaires
- Un parking de véhicules légers d'environ 60 places
- Bassin de rétention des eaux pluviales et eaux incendie
- Espaces verts autour des bâtiments.

Les bâtiments feront 11m de haut, tandis que la cheminée fera 17m.

Une régulation des eaux pluviales à l'échelle du site du projet est prévue avec la mise en œuvre d'un bassin de rétention qui sera connecté au réseau du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, bassin dimensionné aussi pour récupérer les eaux incendie selon la méthode D9/D9A.

L'effectif total d'employés sera de l'ordre de 40 à 60 personnes.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est concerné par une procédure au titre des ICPE pour la rubrique principale 1716 relative à la présence de substance radiologique pour un régime d'autorisation et 2340 pour le lavage de linge pour une capacité supérieure à 5 t/j pour un régime d'enregistrement, ainsi qu'une demande de permis de construire. Projet non concerné par les rubriques IED et SEVESO.

La procédure ICPE intégrera les enjeux relatifs à la gestion des eaux pluviales en raison de sa surface supérieure à 1 ha, rubrique 2150 de la nomenclature IOTA ainsi que le pompage des eaux souterraines, rubrique 1.1.2.0 pour un régime de déclaration (Prélèvement entre 10 000 et 200 000 m³/an).

Aucune demande de défrichement ni dossier CNPN (aucune espèce protégée identifiée sur le site) n'est nécessaire.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Terrain d'assiette	Environ 40 000 m ²
Surface de plancher totale :	Environ 9 800 m ²
- Bâtiment Blanchisserie	5 300 m ²
- Bâtiment Hall de propreté	2 500 m ²
- Bâtiment Hall d'entreposage	2 000 m ²
Hauteur maximale des bâtiments	11 m
Hauteur de la cheminée	17 m

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Parc Industriel de la Plaine de l'Ain
Avenue de Cotier
01550 Saint Vulbas

Coordonnées géographiques¹

Long. 52° 91' 83" 4 Lat. 45° 83' 66" 5

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___ ° ___ ' ___ " ___ Lat. ___ ° ___ ' ___ " ___

Point d'arrivée :

Long. ___ ° ___ ' ___ " ___ Lat. ___ ° ___ ' ___ " ___

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Des ZNIEFF de type 1 et 2 se trouvent : - 2km à l'ouest : type 2 FR8201653 Basse vallée de l'Ain, confluence Ain Rhône et type 1 FR820030615 Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence - 1km à l'est : type 2 FR820030681 Cours du Rhône de Briord à Loyettes - 3km à l'est : types 1 FR820030385 Falaises de la Gorge du Loup et combe d'Ambérieu et FR820030337 Marais de salette
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas situé en zone de montagne.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'arrêté de protection biotope le plus proche du site se trouve à 4,5km à l'ouest du site (FR3800667 Brotteaux de Chazey sur Ain).
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Saint-Vulbas n'est pas une commune littorale.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site est localisé à plus de 50km des parcs naturels de la région et à plus de 100km du parc national le plus proche.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans le secteur, l'aéroport de Lyon Saint Exupéry est source de bruit, le site se trouve cependant à 14 km de la zone D du Plan d'Exposition au Bruit associé. Le territoire est couvert par le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de l'Etat de l'Ain approuvé le 28 décembre 2018 et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du département de l'Ain approuvé le 8 juillet 2019. Le site n'est pas inclus dans une zone exposée au bruit.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le monument historique le plus proche est localisé à 3 km au sud du site (la chapelle de Marcilleux). A près de 4 km à l'est se trouve le château d'Amblérieu et à 4km au nord le château de Salette, tous deux sites inscrits.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est pas concerné par une zone humide. Les zones humides de l'Ain les plus proches sont localisées à 2,4 km à l'ouest du site et à 1,3 km à l'est. Des investigations sur site seront réalisées afin de confirmer ou pas la présence de zones humides.

<p>Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?</p> <p>Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Saint-Vulbas est concernée par le PPRT du PIPA lié aux activités des entreprises classées SEVESO seuil haut (SPEICHIM, SIEGRIEF et TREDI). Le site est inclus en partie dans le périmètre de ce PPRT (limite est du site).</p> <p>La commune est également concernée par le PPRN "inondation du Rhône et de l'Ain" en cours d'élaboration. Le site n'est pas inclus dans une zone potentiellement sujette aux débordements de nappe ni aux inondations de cave et se trouve en zone aléa argile faible.</p> <p>Le PPRT a été approuvé le 13 mai 2019 et le PPRN a été prescrit le 10 juillet 2020.</p>
<p>Dans un site ou sur des sols pollués ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>D'après la base de données Géoriques, il n'y a pas de sites SIS (Service d'Information sur les Sols) sur la commune de Saint-Vulbas. Le site n'est pas référencé dans les bases de données BASIAS et BASOL.</p> <p>Les sites potentiellement pollués dits BASOL (BASF, TREDI, SPEICHIM et R+R) présents dans le PIPA sont entre 250m et 1,5km du site. Plus de 20 sites BASIAS (anciens sites industriels) sont présents au sein du PIPA entre 250m et 2 km du site.</p>
<p>Dans une zone de répartition des eaux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
<p>Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun captage AEP ou périmètre de captage AEP n'est identifié au droit ou à proximité immédiate du site.
<p>Dans un site inscrit ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site inscrit n'est recensé sur la commune de Saint Vulbas.
<p>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</p>	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
<p>D'un site Natura 2000 ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site n'est pas inclus dans une Natura 2000.</p> <p>Les sites NATURA 2000 les plus proches se trouvent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2km à l'ouest : SIC FR8201653 Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône - 6,5 km à l'ouest : ZPS FR8212011 Steppes de la Valbonne - 2 km à l'est : SIC FR8201727 L'Isle Crémieu
<p>D'un site classé ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site n'est pas inclus dans le périmètre d'un site classé.</p> <p>Le site classé le plus proche se trouve à plus de 5km au sud-ouest du site : "confluent de l'Ain et du Rhône". Aucun site classé n'est présent sur la commune de Saint-Vulbas.</p>

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'alimentation en eau du projet se fera par un pompage dans les eaux souterraines de la nappe alluviale du Rhône estimé à environ 40 000 m ³ / an (prélèvement inférieur à 200 000 m ³ /an; rubrique 1.1.2.0 pour un régime de déclaration). Les eaux sanitaires seront issues du réseau public d'alimentation en eau potable.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux de process issues du lavage seront traitées sur site par une installation de traitement des eaux de process préalablement dimensionnée lors des études de conception, puis rejetées dans le réseau de collecte du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA). Les eaux pluviales de parking et voirie seront traitées par séparateur d'hydrocarbures puis dirigées vers des bassins de rétention dimensionnés selon la méthode D9/D9A. Les eaux pluviales de toiture pourront être infiltrées. Une étude hydrogéologique sera réalisée pour le pompage de l'eau, mais compte tenu de la demande et de la puissance importante de la nappe du Rhône, le pompage aura un impact limité et localisé.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux permettront d'atteindre l'équilibre entre les quantités de déblais et de remblais. Si un excédent de terre venait à être identifié, une gestion des terres serait alors engagée avec l'évacuation des terres en filières agréées.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux permettront d'atteindre l'équilibre entre les quantités de déblais et de remblais.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des investigations écologiques ont lieu annuellement dans le cadre du suivi environnemental de la ZAC depuis plusieurs années. Le site se trouve dans une zone à faible enjeu. Les haies peuvent accueillir des oiseaux, mais non protégés et ubiquistes. Les haies seront conservées au maximum. Absence d'espèces protégées identifiée sur le site.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas susceptible d'impacter les zones NATURA 2000 situées à plus de 2 km du site. D'après les investigations sur site, le site est classé en zone à enjeux écologiques faibles notamment pour le Burant proyer et le Guépier d'Europe, espèces désignées dans les sites Natura 2000, Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est susceptible d'avoir des incidences sur aucune des zones énumérées au 5.2.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site s'inscrit au sein d'une ZAC déjà existante sur un terrain industriel de type "zone industrielle ou commerciales et installations publiques" (CLC12) et "zone affectée en priorité aux activités artisanales, industrielles ou commerciales et de services." (PLU) actuellement en friche. Le projet ne consomme pas de surface agricole ou forestière.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est concerné par le zonage b1 au regard des effets toxiques liés aux activités de SPEICHIM, SIEGFRIED et TREDI. Le PLU décrit ces zones 1AUx(Z1) et 1AUx(Z2) comme "Secteur de la zone 1AUx correspondant à une zone de risques rapprochée/éloignée par rapport aux installations présentant des risques technologiques". Ces risques seront intégrés dans l'analyse de risque de l'étude de danger produite dans le cadre du DAE du projet, au titre des ICPE.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PPRN aléa inondation est en cours d'élaboration (arrêté de prescription 10/07/20). Le site n'est pas concerné par le zonage de ce PPRN. Le site se trouve en zone aléa argile faible.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le site aura des rejets atmosphériques en lien avec ses activités respectant les valeurs réglementaires relatives aux rubriques ICPE déclarées. Une unité de traitement des rejets atmosphériques ainsi qu'une unité de traitement des eaux (avant rejet dans la STEP du PIPA) seront mis en place.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site sera approvisionné par des porte-conteneurs ou camions, en moyenne 10 conteneurs et un maximum de 15 par semaine. Ce trafic mineur s'intègre dans le territoire de la ZAC du PIPA, dimensionné pour prendre en compte les différents trafics.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le site est susceptible d'être source de nuisances sonores (camions) et respectera la réglementation applicable (arrêté du 23 janvier 1998 relatif aux émissions sonores des ICPE). Le bruit en phase chantier sera limité à quelques engins susceptibles de créer des nuisances sonores ponctuelles et limitées dans le temps. Il est à noter qu'aucune habitation n'est présente aux alentours immédiats du site (contexte industriel).

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le site ne générera pas d'odeurs.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet pourra émettre des vibrations mécaniques lors de la phase chantier par l'action des engins en journée dans un temps limité. Le site ne générera pas de vibrations en phase exploitation.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le site est susceptible d'être source d'émissions lumineuses (éclairage de sécurité bâtiment, parking...) de même que la ZAC dans laquelle il s'inscrit. L'éclairage sera conçu de manière à limiter les nuisances lumineuses : éclairage orienté vers le sol, 100% LED.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les rejets atmosphériques sont prévus de façon à respecter la réglementation applicable.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux pluviales de toiture pourront être infiltrées après réalisation d'une étude hydrogéologique sur le pompage de l'eau qui aura un impact limité et localisé compte tenu de la demande et de la puissance importante de la nappe du Rhône. Les rejets des autres effluents liquides se font vers la STEP du PIPA (eaux de process, eaux sanitaires, eaux pluviales de voirie et parking)
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site générera des effluents atmosphériques dont le rejet sera limité par l'installation d'un filtre THE (Très Haute Efficacité) réduisant de 99,9% les émissions de la cheminée. Le site générera des eaux de process qui seront traitées avant rejet vers la STEP du PIPA selon les modalités de la convention de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement collectif du PIPA. Les eaux pluviales de parking et voirie seront traitées par séparateur d'hydrocarbures et dirigées vers le bassin de rétention.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'activité du site entraînera la production de déchets d'emballage (carton, papiers, bois...) et des déchets en très petites quantités de type TFA, traités par des filières adaptées.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site n'est localisé au droit ou à proximité d'aucun site classé/inscrit ou monument historique. Des fouilles archéologiques ont eu lieu à proximité du site au sein du PIPA (en 2017 et 2018 en amont de l'aménagement de la ZAC) révélant des vestiges de plusieurs périodes. Aucune fouille n'a été effectuée au droit du site. Les façades des bâtiments font également l'objet d'un traitement de qualité afin d'être intégrées dans le paysage environnant et respecterons le cahier des prescriptions architecturales de la ZAC.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'emplacement du projet est classé comme jachère de 6 ans ou plus déclarée comme surface d'intérêt écologique sur le registre parcellaire agricole de 2018 mais n'est plus exploitée comme parcelle agricole depuis le début des années 2000. Le site se trouve au sein de la ZAC du PIPA dont l'ensemble des terrains sont définis comme zone industrielle ou commerciales et installations publiques. L'usage n'est pas modifié.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

Les projets existants ont été recherchés via le site de la MRAE Auvergne-Rhône-Alpes où sont listés les différents avis émis par l'autorité environnementale dans les environs du projet. La recherche s'est concentrée sur les avis établis depuis 2018 sur la commune de Saint-Vulbas afin. Les projets suivants ont fait l'objet d'un avis rendu :

- ORAPI augmentation des volumes de fabrication et de stockage de produits classés toxiques : refusé par arrêté préfectoral du 5 novembre 2020.
- TREDI évolution du site de traitement de déchets dangereux : autorisées par arrêtés préfectoraux complémentaires en date du 1er avril et du 15 juillet 2021.
- ASTR'IN LOGISTIQUE : autorisé par arrêté préfectoral d'enregistrement du 9 juin 2021.

Au vu de la nature des projets et des impacts générés, le projet est susceptible d'avoir des incidences cumulées avec les deux sites cités ci-avant. Les effets cumulés potentiels concernent essentiellement le trafic sur la zone, le bruit et les rejets atmosphériques et liquides et l'impact sanitaire. La zone du PIPA a cependant été dimensionnée pour ce trafic prévisionnel et les voiries sont également aménagées en conséquence. De plus, les émissions prévues dans le cadre du présent projet restent limitées et respecteront les valeurs réglementaires de rejet (eau et air).

Les effets cumulés avec les deux projets cités ci-avant restent donc limités.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Réduction des impacts en phase travaux : Collecte et tri des déchets pour évacuation vers les filières adaptées / Mise en place d'une gestion adaptée des eaux de chantier avec systèmes de prétraitement et interdiction de rejets de substances polluées / Adaptation de la période de travaux afin d'éviter la période de nidification de l'avifaune et le maintien des haies existantes, hormis sur 6 mètres afin de pouvoir insérer le projet / La foration du puits de pompage respectera les prescriptions pour la réalisation de ce type d'ouvrage conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif au rubrique 1.1.1.0.

En phase exploitation : Mise en œuvre d'une unité de traitement des eaux avant rejet ds le réseau PIPA et du bassin de rétention des eaux pluviales voiries et de parking / Mise en œuvre d'une unité de traitement des rejets atmosphériques Les rejets atmosphériques seront limités par un filtre THE (Très Haute Efficacité) réduisant les émissions de cheminée de 99,9 % / Mise en place d'une gestion des déchets induits par les activités / Les déchets conventionnels et non conventionnels suivront les filières agréées pour leur élimination avec la mise en place de bordereaux de suivi des déchets / Les eaux contaminées issues des process seront envoyées vers le système de traitement des effluents comportant plusieurs étapes (dégrillage, traitement à l'ozone, contrôles...) / Les niveaux de radioactivité et chimique des effluents liquides seront contrôlés en sortie des dispositifs de traitement afin de garantir une qualité de l'eau conforme aux exigences réglementaires / Le pompage des eaux souterraines se fera conformément à l'arrêté du 11/09/03 / De nouvelles plantations viendront compléter les haies conservées afin d'insérer le bâtiment dans son environnement.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain a déjà fait l'objet d'une étude d'impact et a mis en place un suivi environnemental du site depuis plusieurs années. Le projet s'inscrit dans ce Parc et a vocation à accueillir des activités industrielles comme les activités de laverie / nettoyage. Dans la conception du projet, les mesures d'évitement et de réduction sont intégrées (unité de traitement des eaux, unité de traitement des rejets atmosphériques, gestion des déchets, insertion paysagère, mesures ERC relative aux enjeux écologiques). Ainsi, compte tenu de cette conception environnementale et de l'implantation du projet dans un parc industriel ayant déjà fait l'objet d'une étude d'impact poussée avec un suivi environnemental et une charte associée, destiné à accueillir des activités industrielles, une évaluation environnementale ne semble pas nécessaire.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 6 - Carte de localisation des zones NATURA 2000 à proximité du projet Annexe 7 - Carte de localisation des zones ZNIEFF à proximité du projet Annexe 8 - Note de synthèse environnementale

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



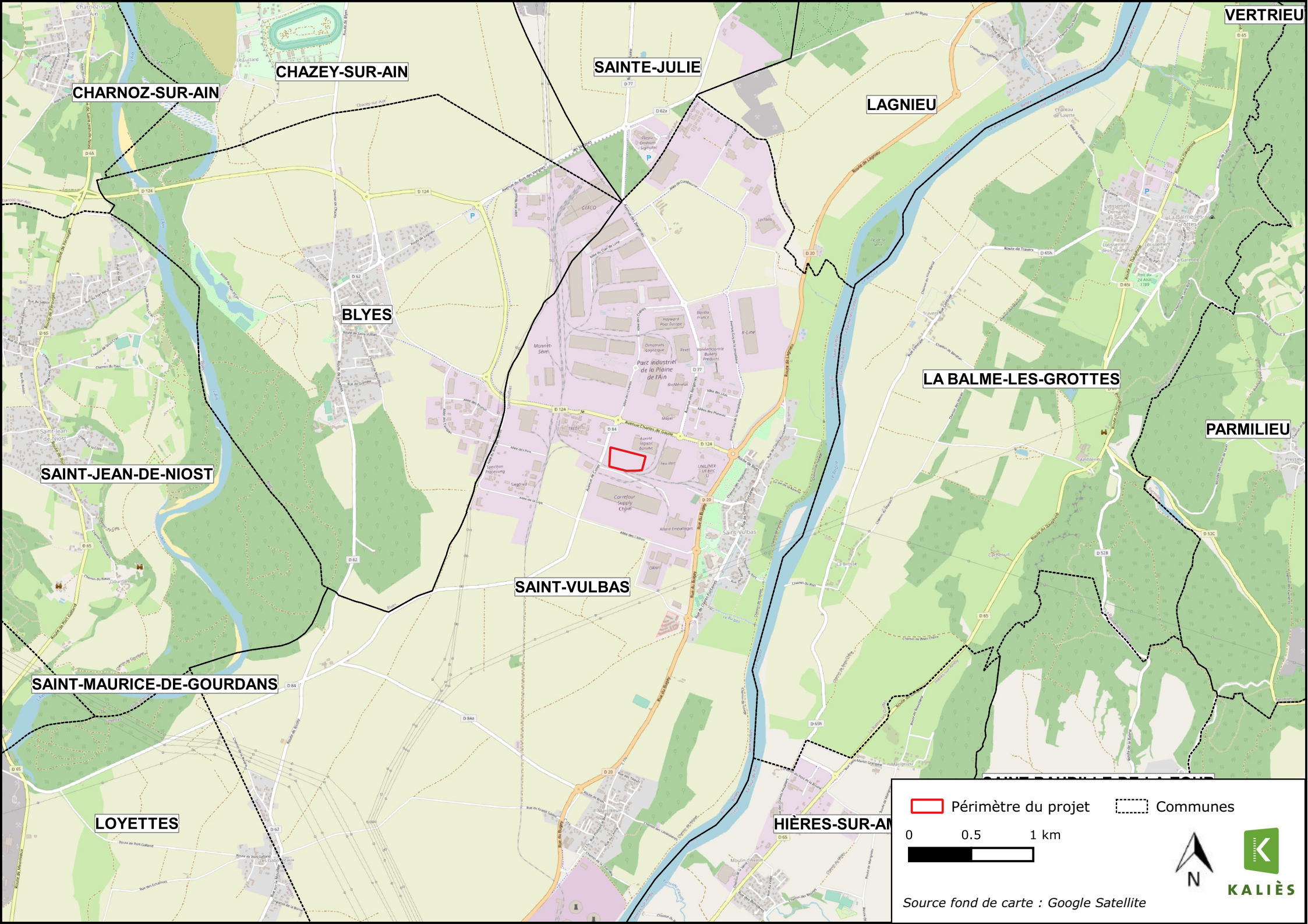
Fait à

LA BOUILLADISSE

le, 16/12/2021

Signature





CHARNOZ-SUR-AIN

CHAZEY-SUR-AIN

SAINTE-JULIE

LAGNIEU

VERTRIEU

BLYES

LA BALME-LES-GROTTES

PARMILIEU

SAINT-JEAN-DE-NIOST

SAINT-VULBAS

SAINT-MAURICE-DE-GOURDANS

LOYETTES

HIÈRES-SUR-AIN

 Périmètre du projet  Communes

0 0.5 1 km



Source fond de carte : Google Satellite



Vue nord éloignée -



Vue ouest rapprochée -
mai 2019



Vue sud rapprochée - décembre 2021



Vue est éloignée/habitations -
décembre 2021

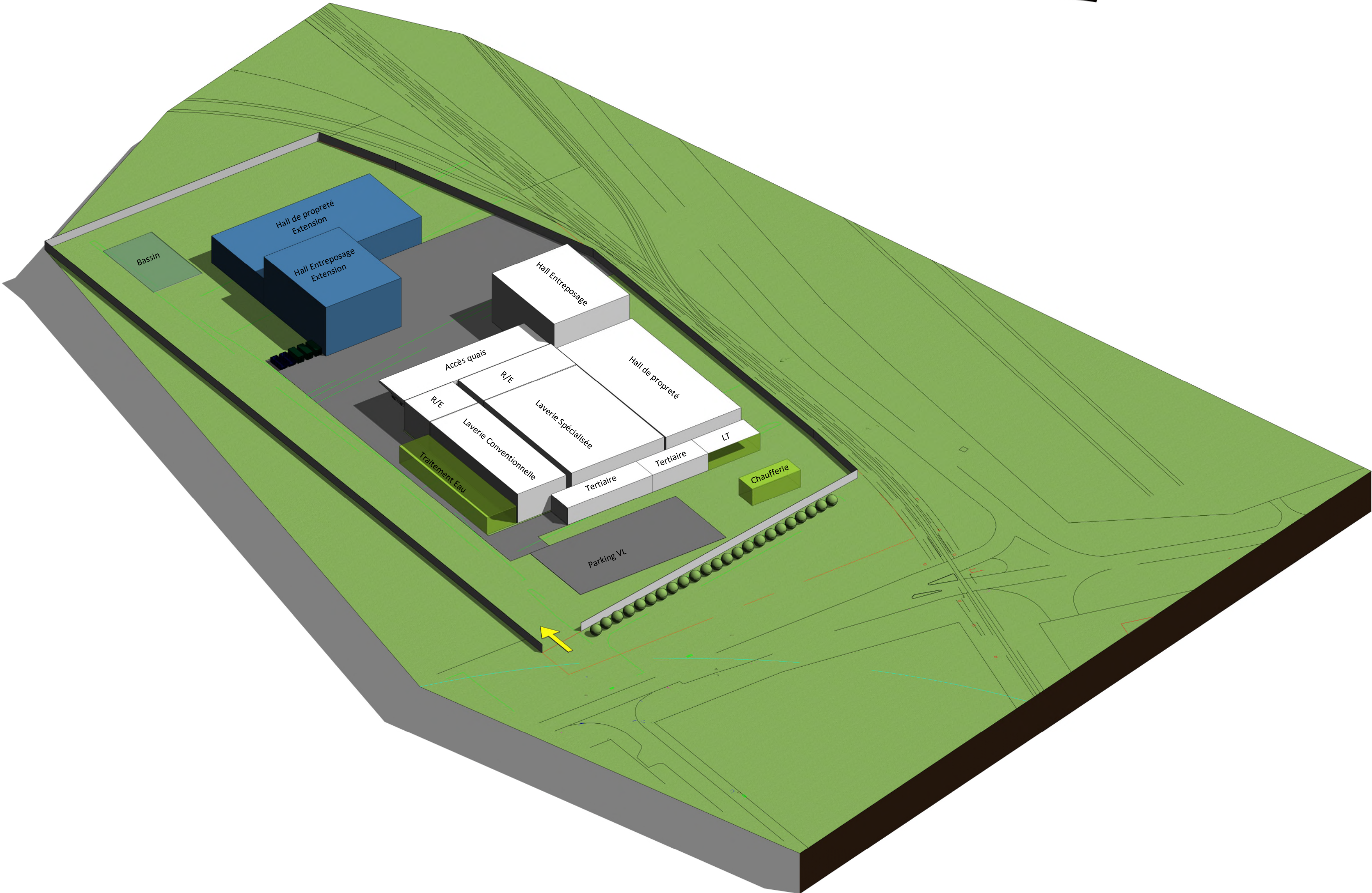
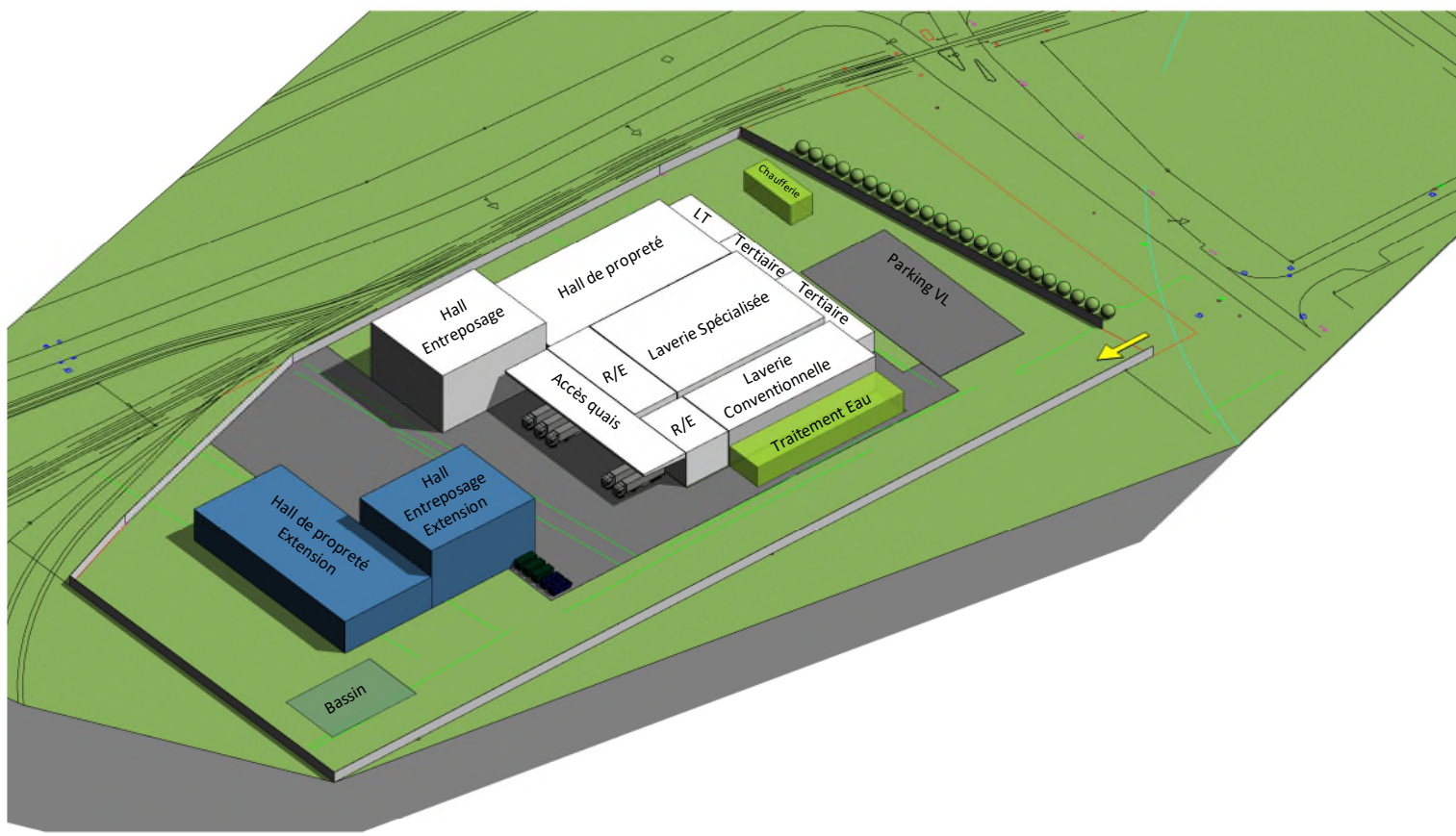
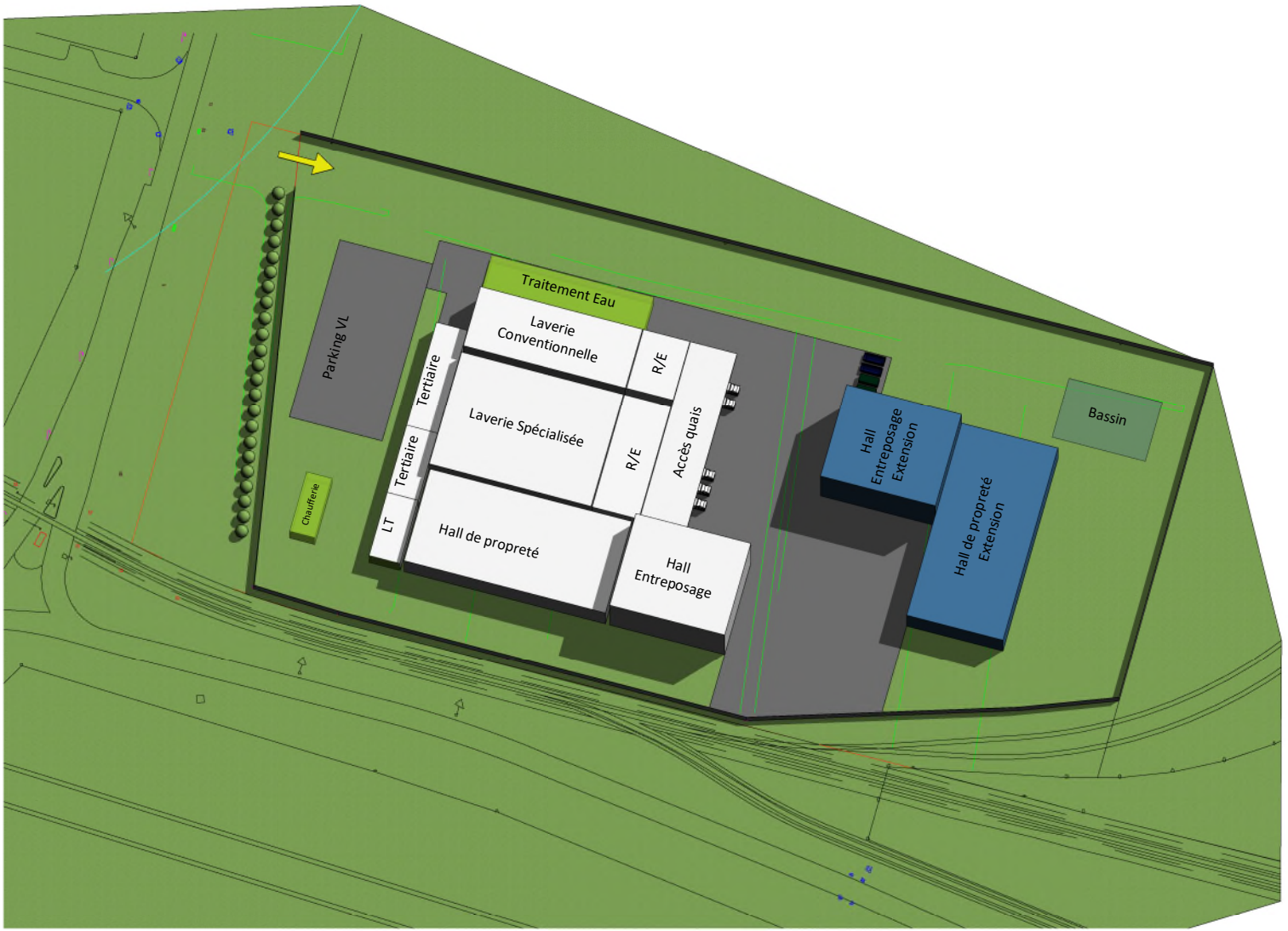
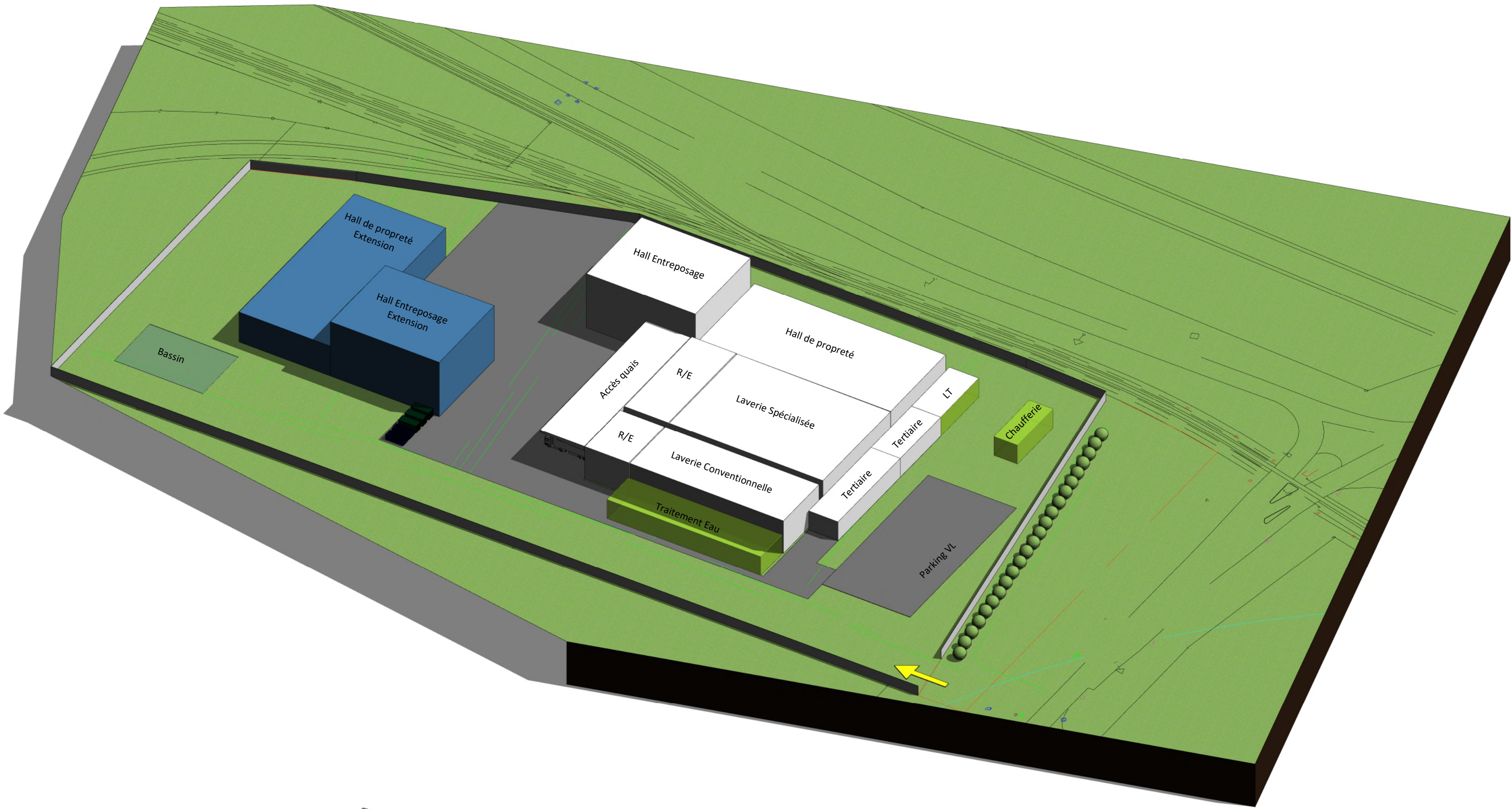


 Périmètre du projet

0 250 500 m



Source fond de carte : Google Satellite



UNITECH
SOLUTION 1
Site PIPA

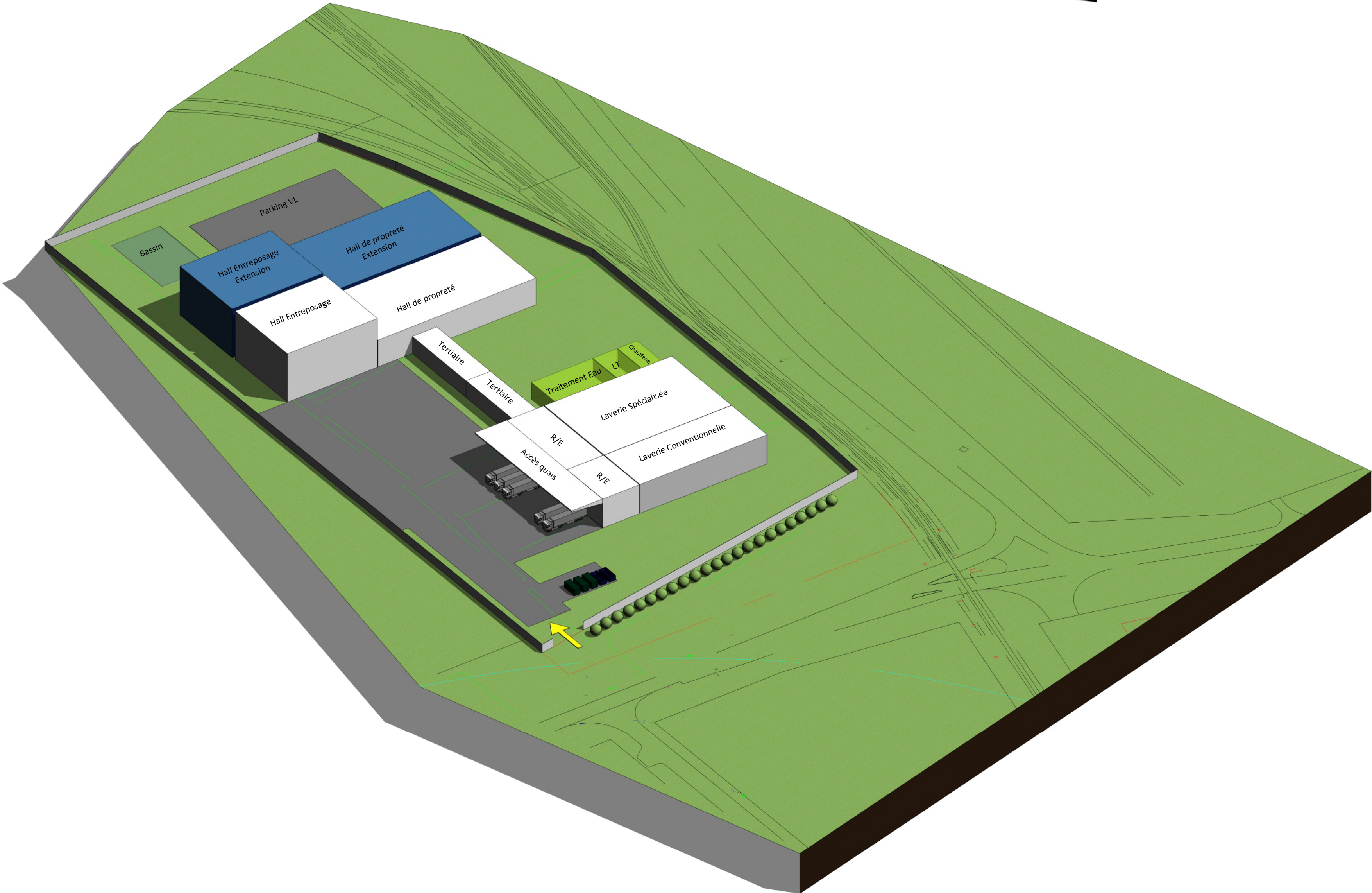
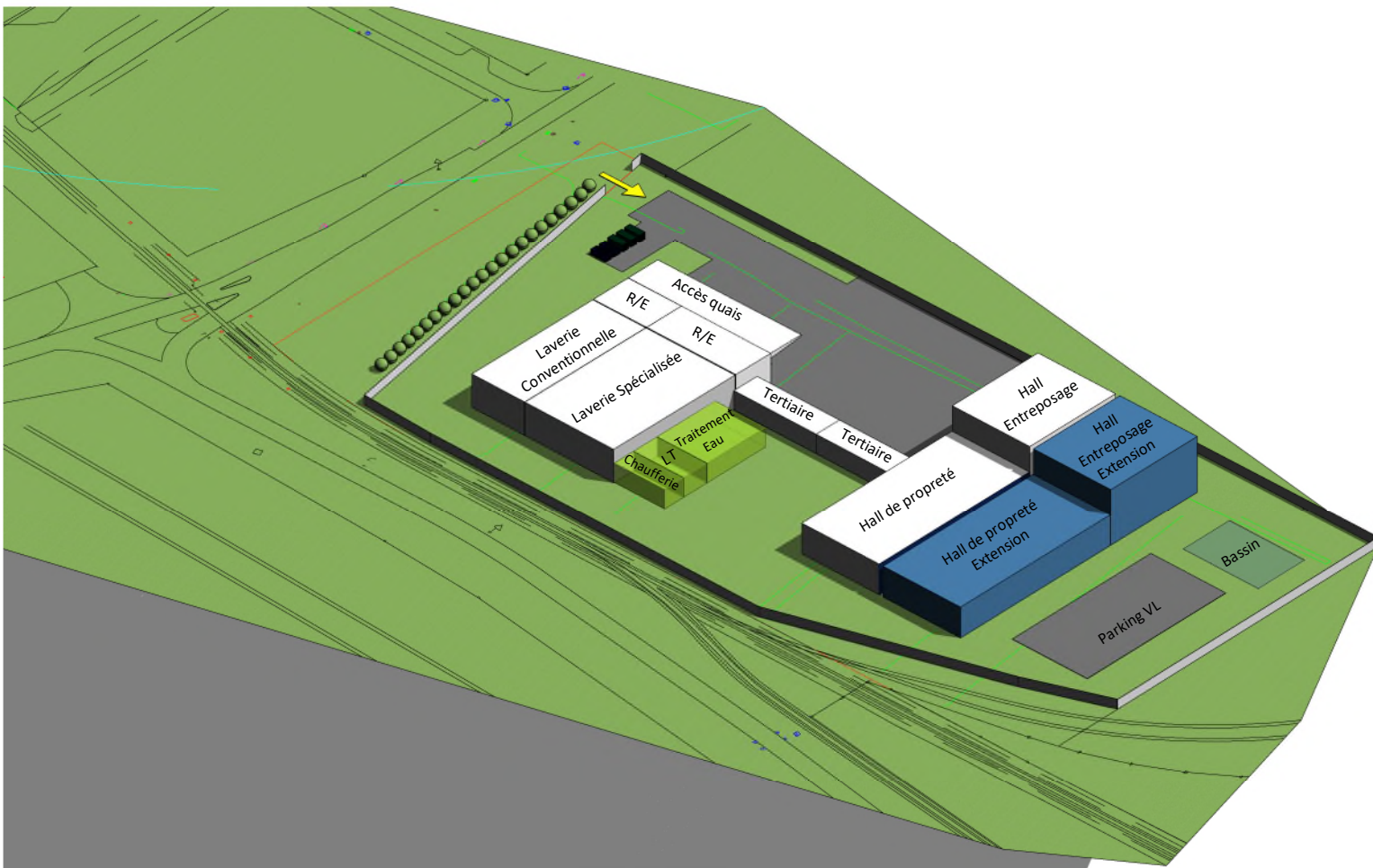
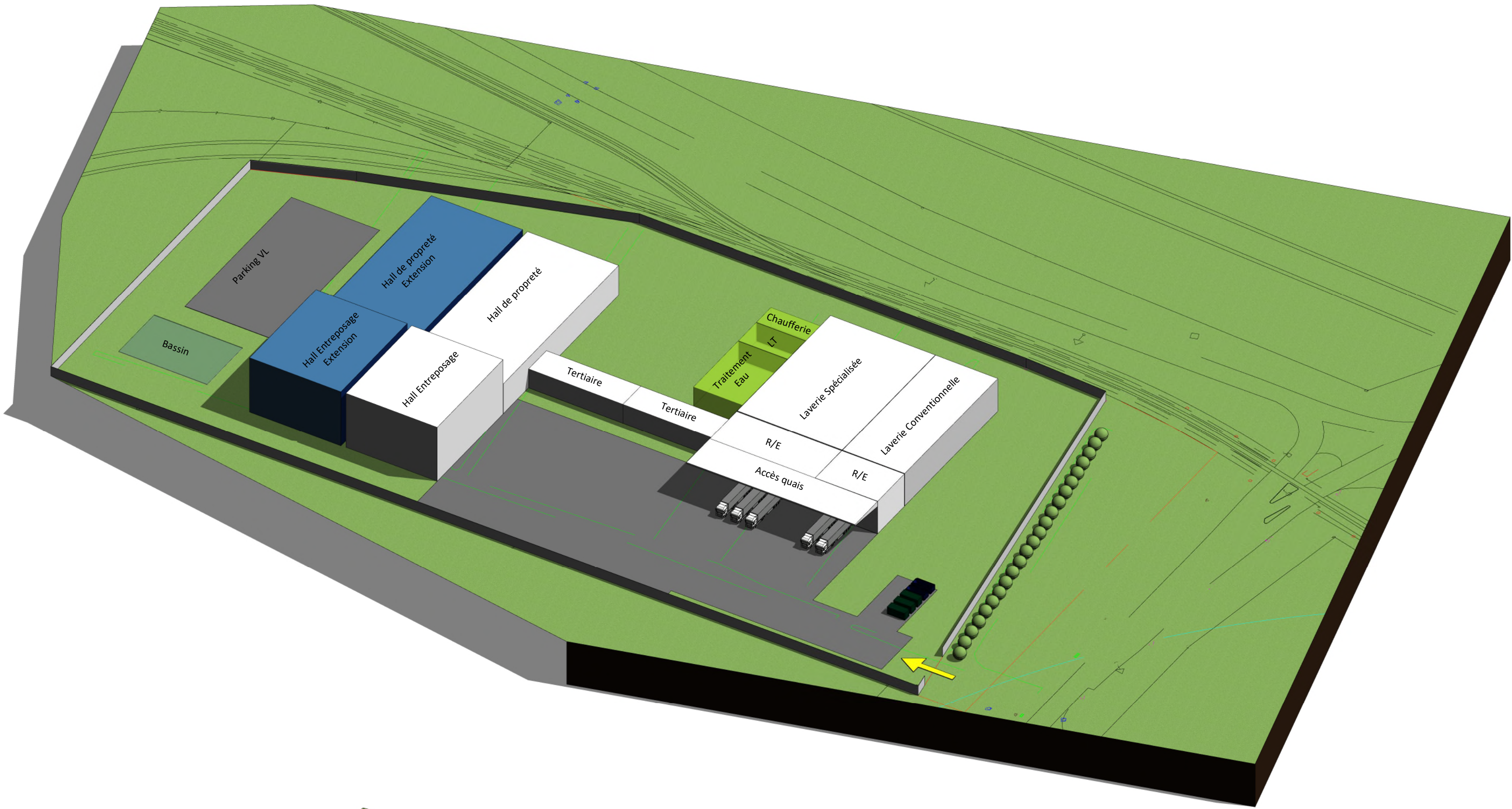
Axonométries
Toutes Zones
Tous Niveaux

Echelle: 28/07/2021

Maitre d'ouvrage	UNITECH
Mandataire du groupement Maitrise d'oeuvre	ARTELIA BATIMENT & INDUSTRIE
Architectes	-
	-
	-
	-
	-
	-
Consultant sécurité incendie	-
	-
	-
Bureau de controle	-
Coordinateur SPS	-
	-
Géomètre - Expert	-



0	28/07/2021	SFT	IGI	Première diffusion Option 1	
Indice	Date	Diffusé par	Vérifié par	Description de la révision	
Projet	Emetteur	Phase	Lot	Type	Zone
0826	ART	ESQ	TCE	PL	TZ
				Niveau	TN
				N° ordre	001
				Indice	0



UNITECH
SOLUTION 5
Site PIPA

Axonométries
Toutes Zones
Tous Niveaux

Echelle: 28/07/2021

Maitre d'ouvrage
UNITECH

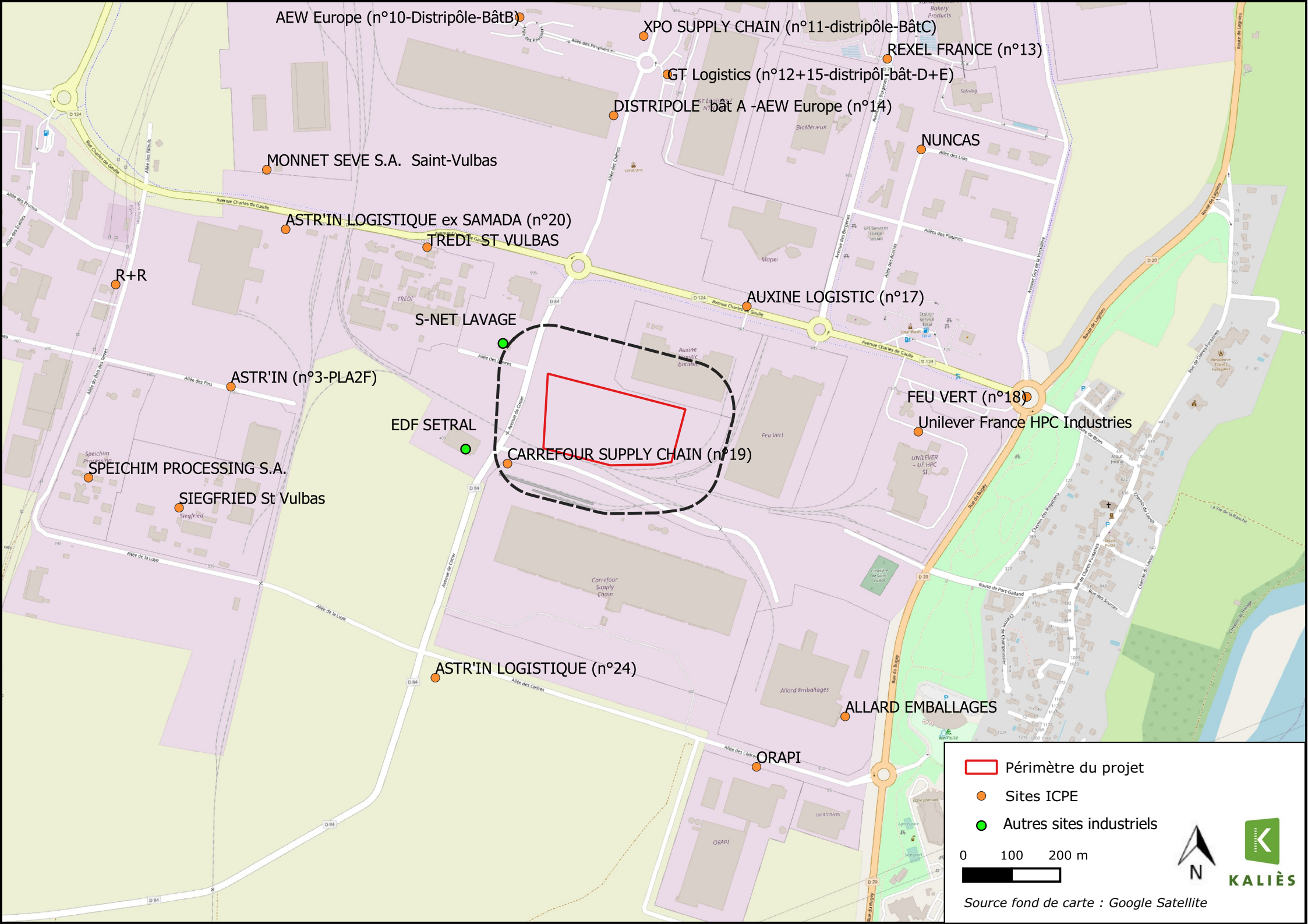
Mandataire du groupement Maitrise d'oeuvre
ARTELIA BATIMENT & INDUSTRIE
Architectes
-
-
-
-
-
-
-
Consultant sécurité incendie
-

Bureau de controle
-
Coordinateur SPS
-

Géomètre - Expert
-



0	28/07/2021	SFT	IGI	Première diffusion Option 2	
Indice	Date	Diffusé par	Vérifié par	Description de la révision	
Projet	Emetteur	Phase	Lot	Type	Zone
0826	ART	ESQ	TCE	PL	TZ
				Niveau	TN
				N° ordre	002
				Indice	0



AEW Europe (n°10-Distripôle-BâtB)

XPO SUPPLY CHAIN (n°11-distripôle-BâtC)

REXEL FRANCE (n°13)

GT Logistics (n°12+15-distripôle-bât-D+E)

DISTRIPOL Bât A -AEW Europe (n°14)

MONNET SEVE S.A. Saint-Vulbas

ASTR'IN LOGISTIQUE ex SAMADA (n°20)

TREDI ST VULBAS

R+R

ASTR'IN (n°3-PLA2F)

S-NET LAVAGE

EDF SETRAL

SPEICHIM PROCESSING S.A.

SIEGFRIED St Vulbas

CARREFOUR SUPPLY CHAIN (n°19)

FEU VERT (n°18)

Unilever France HPC Industries

ASTR'IN LOGISTIQUE (n°24)

ALLARD EMBALLAGES

ORAPI

Périmètre du projet

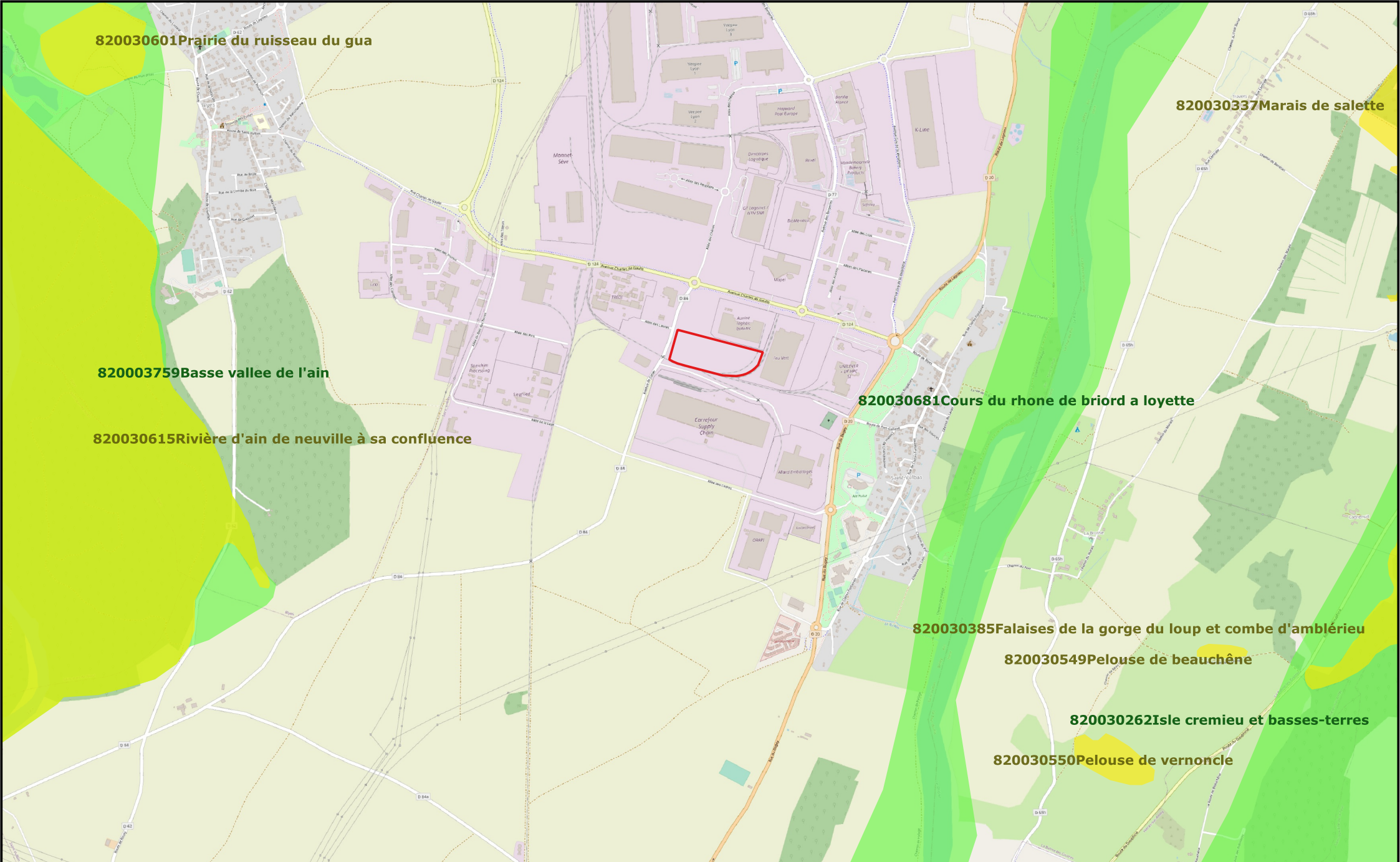
Sites ICPE

Autres sites industriels

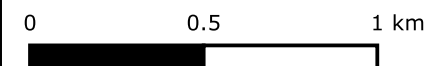
0 100 200 m



Source fond de carte : Google Satellite



- Périmètre site
- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)
- ZNIEFF type 1
- ZNIEFF type 2



KALIÈS

Source fond de carte : OSM Standard



DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

Projet HIPeR

UNITECH SERVICES
SAINT-VULBAS (01)

Annexe 8 : Note de synthèse environnementale



KALIÈS
Étude & conseil
en environnement,
énergie & risques industriels

REVISIONS

Date	Version	Objet de la version
06/10/2021	1	Création du document
03/12/2021	2	Modifications suite à la revue du document
15/12/2021	3	Modifications mineures

Ce dossier a été réalisé par :



Agence Auvergne-Rhône-Alpes

11 rue Aimé Cotton

69800 Saint-Priest

04 87 34 05 14

Rédigé par :

Jennifer DARY

Responsable de projet

Et validé par :

Sophie BAYLE

Responsable d'agence

TABLE DES MATIERES

I.	Localisation du projet	7
II.	Présentation du projet	8
III.	Notice d'impact	13
III.1.	Urbanisme et risques	13
III.1.1	Plan Local d'Urbanisme (PLU)	13
III.1.2	Servitudes d'Utilité Publique (SUP).....	15
III.1.3	Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE)	15
III.1.4	Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT)	16
III.1.5	Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)	19
III.2.	Patrimoine et paysage.....	22
III.2.1	Monument historique	22
III.2.2	Site patrimonial remarquable	22
III.2.3	Site inscrit et classe	22
III.2.4	Patrimoine archéologique.....	22
III.2.5	Unité paysagère et insertion du projet.....	22
III.2.6	Contexte agricole	24
III.3.	Milieux naturels.....	25
III.3.1	Espaces naturels et zonages réglementaires	25
III.3.2	Inventaires du patrimoine naturel	27
III.3.3	Zones humides	35
III.3.4	Trame verte et bleue	36
III.4.	Sols	38
III.4.1	Géologie	38
III.4.2	Etat de pollution des sols	39
III.4.3	Sites et sols pollués à proximité	39
III.5.	Eaux	40
III.5.1	Eaux superficielles	40
III.5.2	Eaux souterraines	41
III.6.	Risque sismique.....	44
III.7.	Voies de communication et trafic.....	45
III.8.	Ambiance sonore	45
III.8.1	Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry.....	45
III.8.2	Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).....	46
III.9.	Qualité de l'air	46
III.10.	Pollution lumineuse	47

III.11.	Risques technologiques.....	49
III.11.1	Ligne électrique	49
III.11.2	Canalisations de transport de matières dangereuses	49
III.12.	Mesures d'évitement, réduction et de compensation.....	50
III.12.1	En phase travaux	50
III.12.2	En phase exploitation.....	50

LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Localisation du site (échelle : 1/25 000).....	7
Figure 2.	Emprise du site (Source : piquetage réalisé le 23/07/2021)	11
Figure 3.	Scenario d'implantation envisagé n° 1	12
Figure 4.	Scenario d'implantation envisagé n° 2.....	12
Figure 5.	Extrait du plan de zonage du PLU de Saint-Vulbas	13
Figure 6.	Localisation des sites ICPE (Source : www.géorisques.gouv.fr).....	15
Figure 7.	Plan de zonage du PPRT du PIPA	17
Figure 8.	Carte de l'aléa surpression définie dans le PPRT	18
Figure 9.	Carte de l'aléa toxique définie par le PPRT	18
Figure 10.	Carte de l'aléa thermique définie par le PPRT	19
Figure 11.	Extrait du Plan des Surfaces Submersibles du Rhône sur la commune de Saint-Vulbas	20
Figure 12.	Extrait du plan des zones inondables du Rhône amont	20
Figure 13.	Zonage des risques naturels (aléas argile et inondations).....	21
Figure 14.	Vue depuis la route D84 à l'ouest : haie préservée, le projet se situera derrière (Décembre 2021)	23
Figure 15.	Vue depuis la voie ferrée au sud : bosquets au premier plan et AUXINE à droite (Décembre 2021)	23
Figure 16.	Insertion paysagère du scenario d'implantation envisagé n° 1.....	24
Figure 17.	Insertion paysagère du scenario d'implantation envisagé n° 2.....	24
Figure 18.	Localisation des zones NATURA 2000 ZPS et ZSC	25
Figure 19.	Localisation des ZNIEFF types 1 et 2	26
Figure 20.	Habitats naturels 2019 (Source : Veille écologique du PIPA 2019 - BIOTOPE)	28
Figure 21.	Flore patrimoniale et protégée des pelouses sèches (Source : Veille écologique 2019 par BIOTOPE)	29
Figure 22.	Habitats des cortèges d'oiseaux (Source : Veille écologique 2019 par BIOTOPE).....	31
Figure 23.	Localisation des corridors des chiroptères (Source : Veille écologique du PIPA 2018 - BIOTOPE)	32
Figure 24.	Carte de la pollution lumineuse sur le parc PIPA (Source : Veille écologique du PIPA 2018 - BIOTOPE)	33

Figure 25. Carte des corridors des mammifères (Source : Veille écologique du PIPA 2018 - BIOTOPE)	34
Figure 26. Enjeux écologiques du PIPA (Source : Veille écologique 2020 par BIOTOPE)	35
Figure 27. Localisation des zones humides (Source : www.géoportail.gouv.fr Corine Land Cover Zones humides et surfaces en eaux permanentes 2015)	36
Figure 28. . Extrait de la trame verte et bleue établie par le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes	37
Figure 29. Extrait de la carte géologique n° 699 - Montluel	38
Figure 30. Localisation des sites BASIAS, BASOL et ICPE	39
Figure 31. Réseau hydrographique aux alentours du site	40
Figure 32. Masses d'eaux souterraine - 1 ^{er} niveau	42
Figure 33. Masses d'eaux souterraine - 2 ^{ème} niveau	42
Figure 34. Localisation des points d'eau autour du site (Source : Infoterre).....	43
Figure 35. Contexte routier et autoroutier (Source : www.geoportail.gouv.fr)	45
Figure 36. Classement sonore des infrastructures de transports aux alentours du projet.....	46
Figure 37. Extrait de la carte de pollution lumineuse (source : AVEX, cartographie 2021)	48
Figure 38. Type d'éclairage envisagé	48
Figure 39. Localisation des canalisations de matières dangereuses et des lignes électriques	49

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Rubriques ICPE applicables au projet	5
Tableau 2. Rubriques IOTA applicables au projet	6
Tableau 3. Positionnement du projet au regard des catégories de l'annexe I de l'article R122-2 du Code de l'environnement	6
Tableau 4. Caractéristiques des sites ICPE au voisinage du projet	16
Tableau 5. Applicabilité des règles parasismiques	44

PREAMBULE

Le projet de la société UNITECH Services consiste en la création d'un établissement industriel nommé HIPeR (Hub Industriel de Propreté Radiologique) sur la commune de Saint-Vulbas (01), au sein de la ZAC du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA). La ZAC du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain a fait l'objet d'une étude d'impact en 2002 et a obtenu une autorisation environnementale de création / réalisation ayant conduit à une veille écologique sur l'ensemble de son emprise depuis plusieurs années.

Ce projet se décompose comme suit :

- Une blanchisserie industrielle : nettoyage de linge provenant de l'industrie nucléaire et conventionnelle,
- Un hall de propreté radiologique, :
 - Maintenance de matériel et d'outillages,
 - Propreté radiologique,
 - Laboratoire d'analyses radiologiques,
- Un hall d'entreposage d'une capacité de 100 containers,
- Une zone de bureaux et de vestiaires.

Cette installation industrielle accueillera du linge et du matériel et outillage en provenance de l'industrie nucléaire et conventionnelle française et européenne.

Le bâtiment aura une surface de plancher inférieure à 10 000 m² et les activités sont concernées par les rubriques ICPE suivantes présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Rubriques ICPE applicables au projet

Rubriques ICPE	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
1716	Substances radioactives	Substances radioactives avec QNS > 10 ⁴	Autorisation 2 km
2340	Blanchisserie	Capacité de lavage de linge > 5t/j	Enregistrement
2560	Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance > à 10 mW mais < 1 000 MW	Déclaration DC
2575	Emploi de matières abrasives	Puissance > à 20 kW	Déclaration
2910-A	Combustion	Puissance > à 1 MW mais < 20 mW	Déclaration

Le projet n'est pas concerné par des rubriques 3XXX et 4XXX et, de ce fait, n'est pas concerné par les directives IED et SEVESO.

Le projet est également concerné par les rubriques IOTA suivantes.

Tableau 2. Rubriques IOTA applicables au projet

Rubriques IOTA	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Classement
1.1.1.0	Mise en place d'un puits de pompage dans la nappe alluviale	Sondage, forage, y compris les essais de pompage	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles, ou sur le sol ou dans le sous-sol	La surface totale du projet augmentée de la surface du bassin étant supérieure à 1ha mais inférieure à 20ha	Déclaration

La rubrique 1.1.2.0 relative aux prélèvements d'eaux souterraines ne s'applique pas lorsqu'ils sont effectués dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. Effectivement, le projet est localisé au droit de l'aquifère de la plaine de l'Ain, composée d'alluvions, alimentant et alimentée par la rivière d'Ain selon les périodes de hautes ou basses eaux.

La rubrique 3.2.3.0 relative à la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales ne s'applique actuellement pas au projet en l'état des scénarios étudiés où la superficie du bassin reste inférieure à 0,1 ha.

D'autre part, il a été identifié, sur les bases bibliographiques environnementales (Corine Land Cover Zones humides et étude d'impact de la ZAC), une possible zone humide au droit de la parcelle du projet. Des investigations pédologiques et de recherche de végétation caractéristique de ce milieu seront réalisées afin de confirmer ou pas la présence de zone humide au droit du site. Si tel était le cas, le projet serait concerné aussi par la rubrique 3.3.1.0 « assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais » et les mesures de compensation associées.

De par ses caractéristiques et ses activités, ce projet est soumis à la procédure d'examen au « Cas par cas » conformément à l'annexe I de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement pour la rubrique 1.a.

Tableau 3. Positionnement du projet au regard des catégories de l'annexe I de l'article R122-2 du Code de l'environnement

Catégorie de projet	Projet soumis à examen au cas par cas	Positionnement du projet
1.Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.	Projet soumis à examen au cas par cas

Cette notice environnementale vient en annexe du CERFA n° 14734*03 (Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale), constitué et déposé pour la circonstance. Elle permet de fournir à l'administration l'ensemble des éléments, des enjeux et de la sensibilité environnementale, au droit du projet ainsi que dans un environnement proche présentés sous forme de synthèse.

I. LOCALISATION DU PROJET

Le projet sera localisé dans la partie sud de la ZAC du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA), sur la commune de Saint-Vulbas (01). La carte ci-dessous permet de localiser l'emprise du projet.

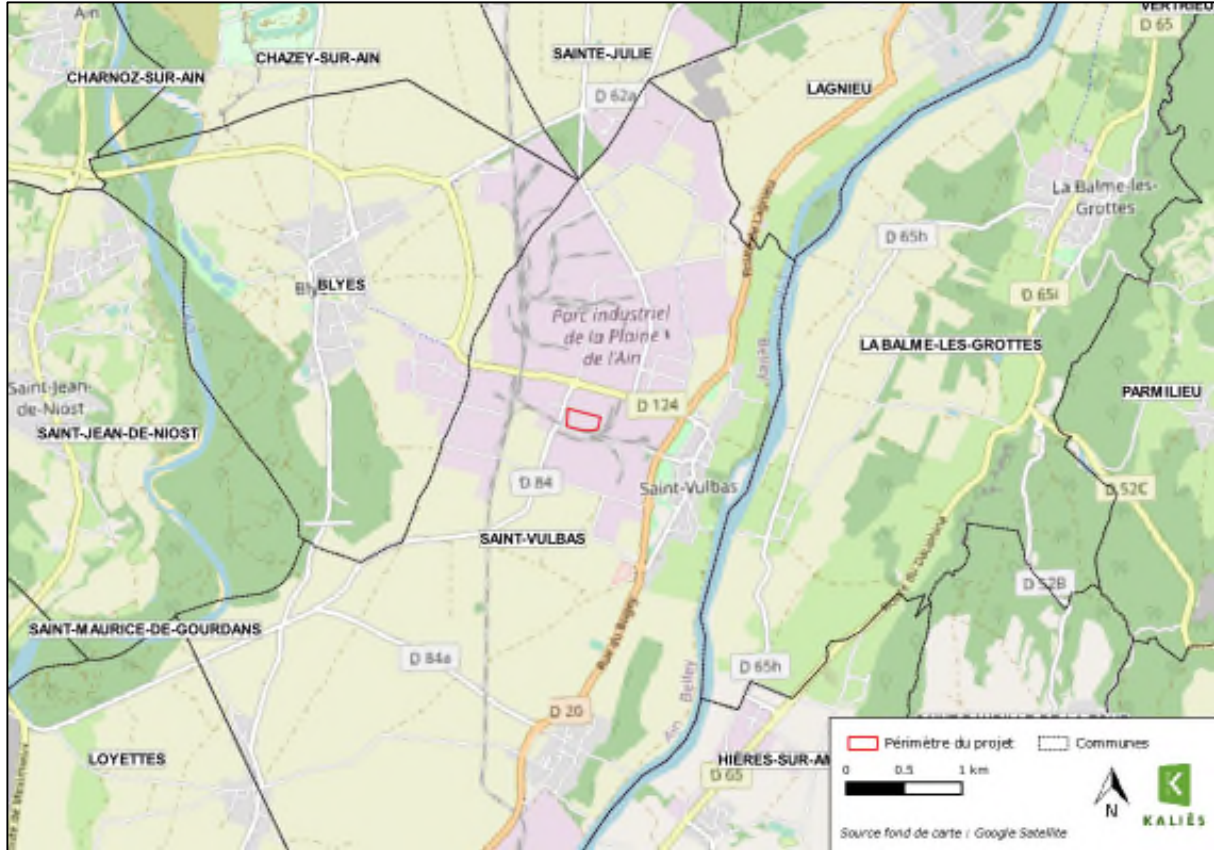


Figure 1. Localisation du site (échelle : 1/25 000)

Les terrains avoisinants du futur bâtiment sont composés :

- Au nord : du site AUXINE LOGISTIC BOTANIC ainsi qu'une parcelle inoccupée,
- Au sud : du site CARREFOUR SUPPLY CHAIN (Seveso Seuil bas),
- A l'est : du site FEU VERT,
- A l'ouest : du site S-NET LAVAGE, EDF SETRAL et TREDI (Seveso seuil haut) ainsi qu'une parcelle inoccupée.

La ZAC du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain dans laquelle s'inscrit le projet a fait l'objet d'une étude d'impact en 2002 et d'une autorisation environnementale.

II. PRESENTATION DU PROJET

Le projet de la société UNITECH Services consiste en la création d'un établissement industriel nommé HIPeR sur la commune de Saint-Vulbas (département de l'Ain - 01), au sein du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA).

Ce projet se décompose comme suit :

- Une blanchisserie industrielle : nettoyage de linge provenant de l'industrie nucléaire et conventionnelle,
- Un hall de propreté radiologique, :
 - Maintenance de matériel et d'outillages,
 - Propreté radiologique,
 - Laboratoire d'analyses radiologiques,
- Un hall d'entreposage d'une capacité de 100 containers,
- Une zone de bureaux et de vestiaires.

Cette installation industrielle accueillera le linge et le matériel en provenance de l'industrie nucléaire et conventionnelle française et européenne.

L'établissement industriel HIPeR repose sur une superficie foncière totale d'environ 40 000 m². Il s'étend sur une partie de la parcelle cadastrale 0041 de la feuille AD. D'après le syndicat mixte du PIPA, la parcelle AD41 est le solde de découpages d'une parcelle de plus grande taille résultant elle-même de la fusion en 2003 de plusieurs petites parcelles acquises à dates diverses vers 1990.

Le projet de construction industrielle comprend pour l'essentiel :

- Trois bâtiments industriels (blanchisserie industrielle, hall de propreté radiologique, hall d'entreposage) et de bureaux accolés l'un à l'autre sur une superficie d'environ 9 800 m² et d'une hauteur de 11 mètres,
- Un parking d'environ 60 places,
- Un bassin de rétention des eaux pluviales
- Des espaces extérieurs.

Le bâtiment sera conçu afin d'optimiser sa consommation d'énergie propre. La source énergétique utilisée (électrique et gaz) sera compensée par une auto-production d'énergie renouvelable issue de l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture et des ombrières de parking. A noter que le site sera également équipé de bornes de recharges pour voitures et vélos électriques.

La blanchisserie industrielle du projet HIPeR sera équipée d'un process de lavage du linge de dernière génération permettant l'optimisation de la consommation en eau.

D'autre part, après une étude de recherche et développement de près de 2 ans, les eaux issues du process lavage seront traitées par l'intermédiaire d'un procédé innovant. Une fois traitées au sein de HIPeR, les eaux seront contrôlées puis rejetées vers la station d'épuration du PIPA, après signature d'une convention de rejet.

Les 3 bâtiments (blanchisserie, hall de propreté radiologique, hall d'entreposage) seront sous flux d'air contrôlé dirigé vers une unité de traitement de l'air. L'air, une fois traité, sera expulsé via une cheminée dont la hauteur sera d'environ 17 mètres.

Blanchisserie industrielle

Le linge sera acheminé par transports routiers, puis lavé et contrôlé d'un point de vue radiologique avant d'être renvoyé vers les clients (EDF, ORANO, etc.). Il s'agit principalement du linge porté par les employés et sous-traitants de l'industrie nucléaire française. Au démarrage du projet, à moindre mesure, la blanchisserie accueillera dans son process du linge en provenance de clients de l'industrie conventionnelle.

D'une capacité maximale de 2 000 tonnes de linge par an, il est prévu entre 5 et 10 transports par semaine.

Cette laverie, d'une surface comprise d'environ 5 300 m², accueillera des conteneurs 20 pieds en provenance des clients d'UNITECH. Ces conteneurs contiennent du linge contaminé (linge porté en milieu surveillé uniquement) ou non contaminé.

Chaque lot de linge subit un contrôle radiologique par passage dans un portique à son entrée dans la blanchisserie.

Le linge est ensuite réparti vers les différents ateliers de la blanchisserie, selon le type de contamination potentielle. Le linge est ensuite lavé en fonction du type de contamination, tout en séparant les lots des différents clients.

Après séchage, le niveau de contamination du linge est contrôlé. Le linge propre conforme (niveau inférieur aux seuils) est plié et renvoyé aux différents clients d'origine. Le linge non conforme est relavé sur site.

Hall de Propreté Radiologique

Dans le bâtiment hall de propreté radiologique, d'une surface de 2 500 m², il est prévu pour permettre la maintenance ainsi que des opérations d'entretien sur des matériels potentiellement contaminés. Il peut s'agir ainsi :

- D'outillages spécifiques utilisés pour l'entretien des centrales nucléaires lors des arrêts de tranches ;
- D'échafaudages ;
- De matériels ;
- De protections biologiques ;
- De pièces de rechange.

Il est important de relever qu'aucune des pièces traitées sur le site d'UNITECH Services ne peut présenter d'activité radiologique élevée.

Il s'agit d'équipements ayant été utilisés en zone contrôlée, dont l'activité a obligatoirement été vérifiée avant de sortir de l'installation nucléaire d'origine.

Pour réaliser ces prestations, au sein de l'atelier de travail, les matériels reçus pourront faire l'objet de diverses opérations de maintenance courante telles que :

- Tri ;
- Découpe ;
- Lavage ;
- Torche plasma ;

- Presse à froid ;
- Cisaille à froid ;
- Plieuse à froid ;
- Scies à ruban ;
- Grenailage...

Des matériels et appareils permettant le lavage par essuyage, par haute pression, par sablage et/ou par projection de carbone pourront également être présents sur le site.

Il doit être précisé que les outils employés pour réaliser ces opérations sont des appareils très courants, utilisés dans tous les lieux de maintenance d'échafaudage ou d'éléments métalliques divers de tous secteurs.

A sein du hall de propreté radiologique, des espaces pourront être loués à des entreprises souhaitant réaliser ce type de prestation.

Hall d'entreposage d'une capacité de 100 containers

Les colis sont transportés à l'aide de chariots élévateurs depuis la zone de chargement/déchargement jusqu'à la zone dédiée à l'entreposage dans le bâtiment dédié. Cette zone d'entreposage aura une superficie d'environ 2 000 m².

Dès leur arrivée dans la zone d'entreposage, les colis sont soulevés et déplacés sur un pont roulant grâce à un système automatisé et contrôlé à distance, mis en place sur tout le bâtiment afin d'éviter la manipulation des colis par le personnel.

En application du principe ALARA (As Low As Reasonably Achievable - « aussi bas que raisonnablement possible ») qui consiste à réduire au maximum l'exposition du personnel aux rayonnements ionisants, et ce même en présence d'une radioactivité faible, les colis les plus irradiants sont positionnés au centre de la zone d'entreposage afin d'être les plus éloignés possible du personnel qui pourrait être parfois amené à circuler dans les allées périphériques de cette zone.

Les matériels et outillages restent conditionnés dans leurs colis de transport. Aucun colis n'est ouvert dans cette zone d'entreposage. Les colis sont entreposés pour une durée maximale de 2 ans. Au-delà de cette période, si les clients ne sont pas venus les récupérer, UNITECH Services les renvoie aux frais des clients.

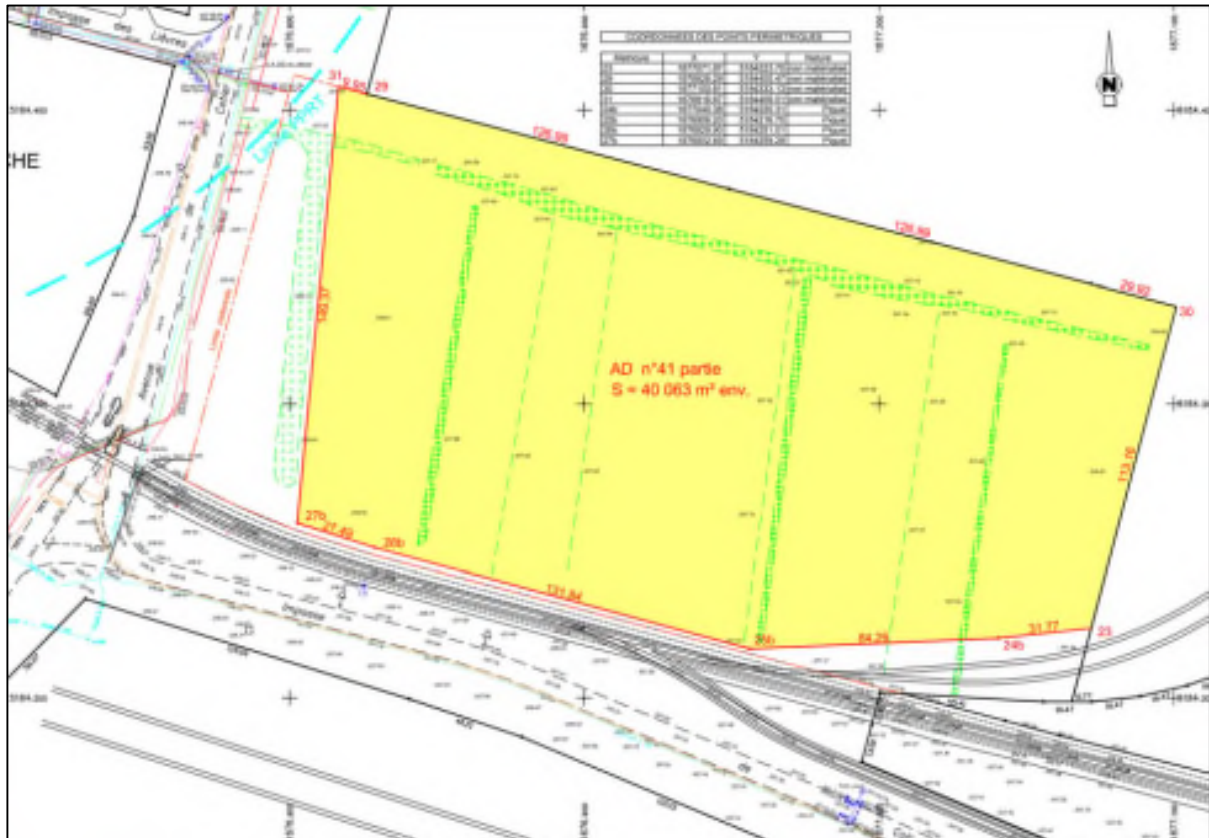


Figure 2. Emprise du site (Source : piquetage réalisé le 23/07/2021)

Actuellement, deux scénarios d'implantation des bâtiments sont envisagés :

- Scénario 1 : version compacte avec extension désolidarisée
- Scénario 2 : version étendue avec séparation des deux ensembles reliés par les bâtiments tertiaires.

Les raisons justifiant le choix de ces scénarios sont notamment les suivantes :

- Extension possible des zones entreposage et hall propreté sans perturbation de l'activité,
- Liaisons personnels intérieures pour accès aux zones laverie et hall stockage et propreté,
- Aspect architectural depuis l'extérieur,
- Parking VL proche de l'entrée bâtiment



Figure 3. Scenario d'implantation envisagé n°1



Figure 4. Scenario d'implantation envisagé n°2

III. NOTICE D'IMPACT

III.1. URBANISME ET RISQUES

III.1.1 PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le site est localisé sur les zonages 1AUx(Z1) et 1AUx(Z2) du PLU de Saint-Vulbas dans sa version 3 approuvée le 22 mars 2013. A noter que sa révision a été décidée par délibération le 9 juillet 2021.

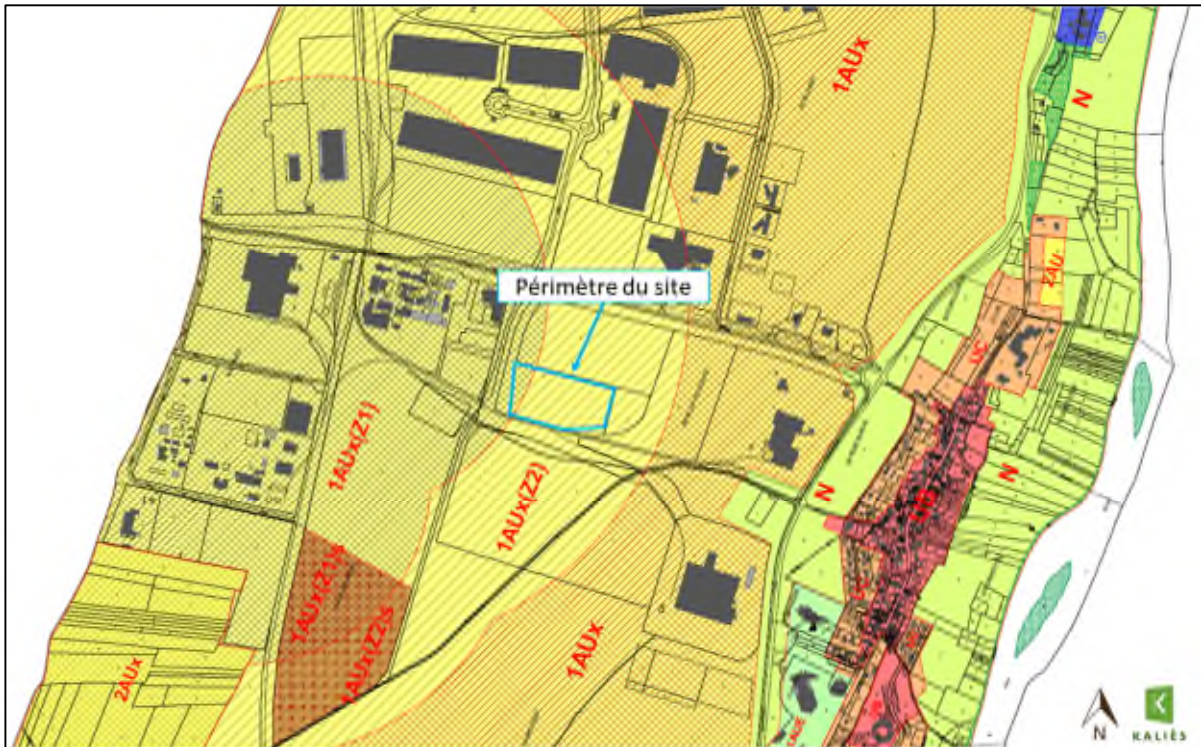


Figure 5. Extrait du plan de zonage du PLU de Saint-Vulbas

Le site se trouve en zone 1.AUx(Z1) et 1.AUx(Z2). Ces secteurs de la zone 1.AUx correspondent à une zone de risques respectivement éloignée à rapprochée par rapport aux installations présentant des risques technologiques.

Dans ces secteurs, les occupations et utilisations suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

- Les constructions ou l'extension des constructions à usage industriel pour les activités industrielles existantes induisant un risque sous la condition que les nouvelles constructions n'entraînent pas une augmentation des périmètres de danger ni un effet domino sur les installations existantes.
- Les constructions ou l'extension des constructions à usage industriel pour les activités industrielles existantes n'induisant pas de risque, sous les conditions suivantes :
 - elles n'incitent pas au rassemblement des personnes et elles ne sont susceptibles d'induire qu'un nombre d'emplois nouveaux très limité. A titre indicatif, le nombre

maximal de personnes supplémentaires à l'hectare, présentes ensemble sur le site, ne devrait pas excéder une dizaine pour 1.AUx(Z1) et une vingtaine pour 1.AUx(Z2).

- elles n'induisent pas une augmentation des périmètres de danger ni un effet domino sur les installations existantes.
 - elles prennent en compte, dans leurs principes constructifs et leur mode d'implantation, les risques technologiques décrits dans le rapport de présentation du P.L.U. Il appartiendra aux futurs demandeurs, sous leur responsabilité, d'assurer que leurs projets de constructions répondent à cette obligation et d'apporter les éléments justificatifs nécessaires dans les demandes de permis de construire.
- Les autres constructions à usage d'activités sous conditions cumulées :
 - elles n'incitent pas au rassemblement des personnes et elles présentent une densité de bâtiments très limitée susceptible d'induire un nombre d'emplois à l'hectare également très limité. A titre indicatif, le nombre maximal de personnes à l'hectare, présentes ensemble sur le site, ne devrait pas excéder une dizaine pour 1.AUx(Z1) et une trentaine pour 1.AUx(Z2).
 - elles n'induisent pas une augmentation des périmètres de danger ni un effet domino sur les installations existantes.
 - elles prennent, en compte dans leurs principes constructifs et leur mode d'implantation, les risques technologiques décrits dans le rapport de présentation du P.L.U. Il appartiendra aux futurs demandeurs, sous leur responsabilité, d'assurer que leurs projets de constructions répondent à cette obligation et d'apporter les éléments justificatifs nécessaires dans les demandes de permis de construire.
 - Les équipements d'infrastructure, à condition qu'il ne s'agisse pas de voiries susceptibles de devenir un axe de communication fort (moins de 2000 véhicules par jour pour 1.AUx(Z1) et moins de 6000 véhicules par jour 1.AUx(Z2)).

Sont interdits :

- La construction d'immeubles de grande hauteur (au sens de l'article R122.2 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- La construction d'immeubles ou d'établissements recevant du public, à l'exception de ceux de la 5e catégorie.
- Les constructions nouvelles à usage d'équipement collectif (public ou privé) telles que construction d'activité scolaire, sociale, sanitaire, culturelle... à l'exception de celles ne recevant pas du public.
- L'aménagement des constructions à usage d'équipement collectif (public ou privé) en dehors du volume existant et la reconstruction à volume supérieur des bâtiments existant après leur démolition, à l'exception de celles ne recevant pas de public.
- Les constructions nouvelles à usage artisanal, industriel ou agricole, l'aménagement et la reconstruction de celles existantes dont l'activité apporterait un risque vis-à-vis des établissements à risques existant
- Au titre du zonage 1AUx : Les constructions à usage agricole, les constructions à usage d'habitation, sauf celles autorisées à l'article 2, les lotissements à usage d'habitation, le

stationnement des caravanes isolées, le camping et caravanage, les parcs de loisirs et les carrières

Le projet sera compatible et conforme avec le PLU de la commune de Saint-Vulbas en respectant les conditions ci-dessus et notamment le nombre maximal de personnes à l'hectare, présentes ensemble sur le site, n'excédera pas une dizaine pour la zone 1.AUx(Z1) et une trentaine pour la zone 1.AUx(Z2).

III.1.2 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Le site n'est pas concerné par des servitudes d'utilité publique.

III.1.3 INSTALLATIONS CLASSEES POUR L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Le projet est localisé dans une zone fortement industrialisée. Au sein du PIPA, 37 sites industriels classés au titre de la réglementation ICPE sont dénombrés. Les sites à proximité immédiate du projet sont repérés sur la carte suivante.

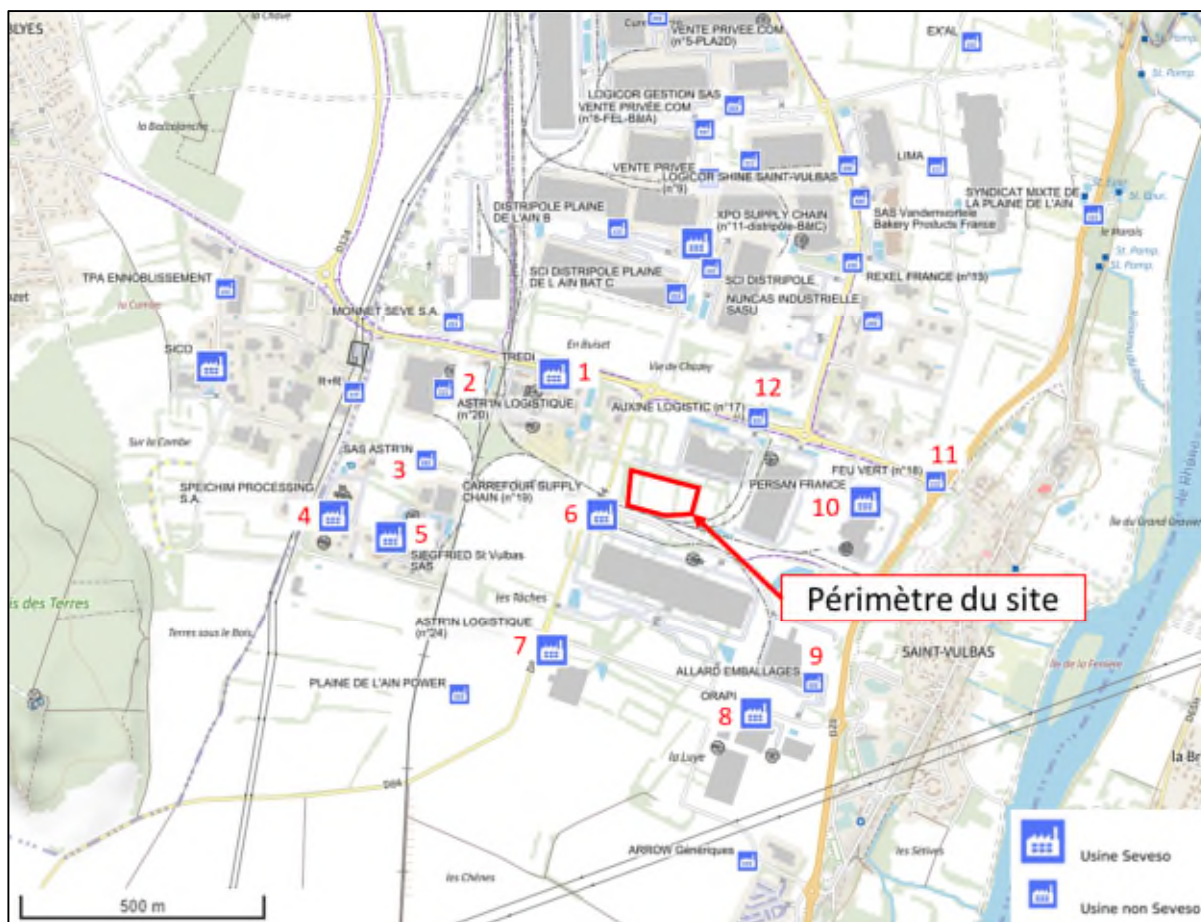


Figure 6. Localisation des sites ICPE (Source : www.géorisques.gouv.fr)

Les caractéristiques des sites ICPE situés à proximité immédiate du projet et repérés sur la carte précédente sont détaillées dans le tableau ci-après.

Tableau 4. Caractéristiques des sites ICPE au voisinage du projet

Numéro sur carte	Nom de l'établissement	Activité principale	Régime	Statut SEVESO	Distance au site
1	TREDI	Traitement et élimination de déchets dangereux	Autorisation	Seuil haut	300 m à l'ouest
2	ASTR'IN LOGISTIQUE	Messagerie, fret express	Enregistrement	Non Seveso	600 m à l'ouest
3	SAS ASTR'IN	Entrepôt logistique	Enregistrement	Non Seveso	500 m à l'ouest
4	SPEICHIM PROCESSING SA	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Autorisation	Seuil haut	800 m à l'ouest
5	SIEGFFRIED ST VULBAS SAS	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	Autorisation	Seuil haut	800 m à l'ouest
6	CARREFOUR SUPPLY CHAIN	Entrepôt logistique	Autorisation	Seuil bas	Voisin immédiat au sud
7	ASTR'IN LOGISTIQUES	Entrepôt logistique	Autorisation	Seuil haut	500 m au sud
8	ORAPI	Commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers	Autorisation	Seuil haut	600 m au sud
9	ALLARD EMBALLAGES	Fabrication de carton ondulé	Autorisation	Non Seveso	350 m au sud-est
10	PERSAN FRANCE	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Autorisation	Seuil bas	450 m à l'est
11	FEU VERT	Entrepôt logistique	Enregistrement	Non Seveso	Voisin immédiat à l'est
12	AUXINE LOGISTIC	Commerce de gros de fleurs et plantes	Enregistrement	Non Seveso	Voisin immédiat au nord

Ainsi, le site s'inscrit dans un environnement proche (moins de 800 mètres) comprenant 7 sites ICPE classés Seveso (seuils bas et haut).

III.1.4 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

La commune de Saint-Vulbas est concernée par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du PIPA lié aux activités des entreprises classées Seveso seuil haut (SPEICHIM, SIEGRIEF et TREDI). Le PPRT a été approuvé le 13 mai 2019. Le site est inclus dans le périmètre d'étude de ce PPRT. Le site se trouve en « zone bleu clair b1 ».

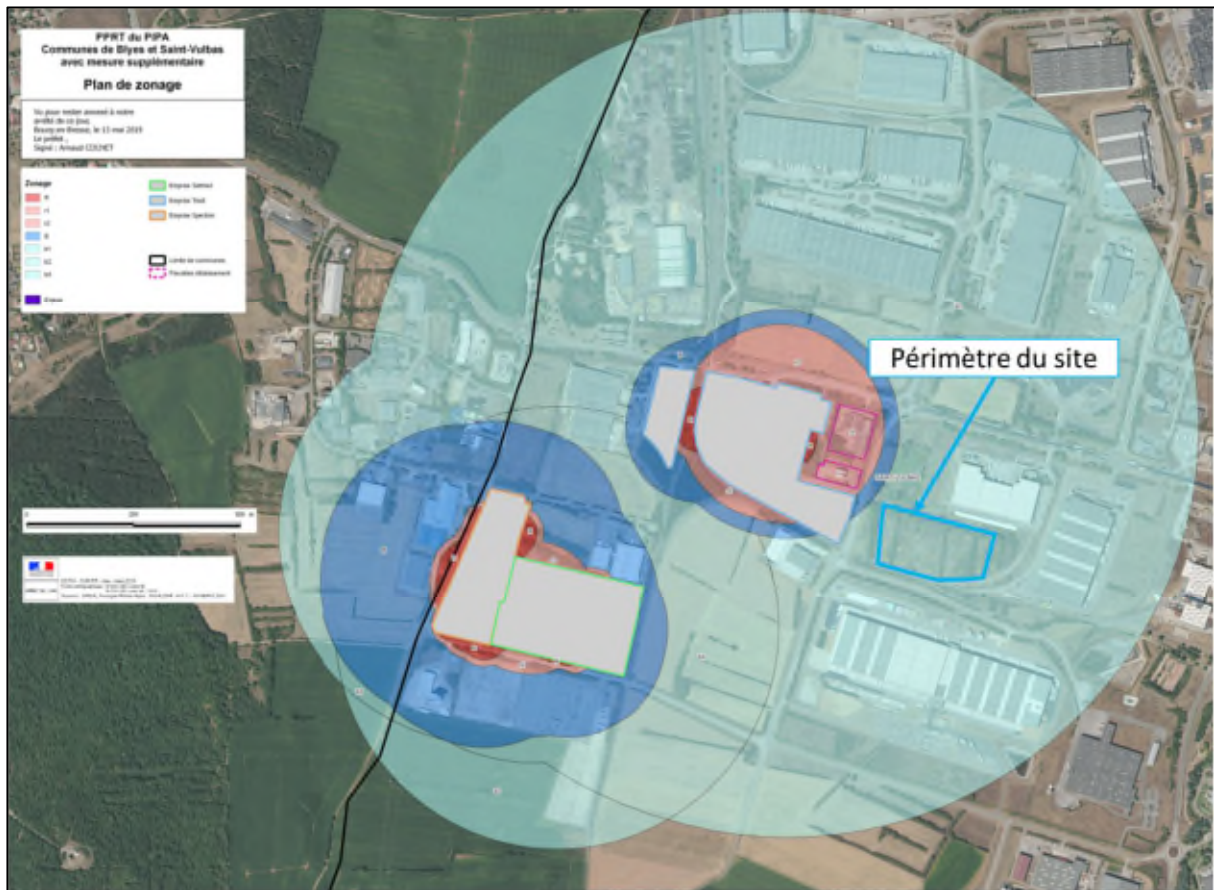


Figure 7. Plan de zonage du PPRT du PIPA

La zone bleue b1 a pour vocation d'accueillir des activités économiques, ainsi tous les nouveaux projets sont admis à l'exception :

- Des bâtiments à usage d'habitation ;
- Des ERP autres que les ERP de type M de 5e catégorie (liés à une activité industrielle ou artisanale dès lors que la surface de l'ERP est inférieure à 10% de la surface total des bâtiments du tènement) et que les ERP de type W de 5e catégorie.

Sont interdits :

- la création de zone de stationnement de caravanes, résidences mobiles, ou bâtiments modulaires occupées en permanence ou temporairement par des personnes ;
- les aménagements d'espace public de proximité avec des équipements de nature à attirer une population extérieure à la zone ;
- la modification du mode d'exploitation des sols engendrant une augmentation de la vulnérabilité.

Concernant les aléas identifiés par le PPRT, le site est inclus dans les zones suivantes :

- aléa surpression : le site n'est pas soumis à cet aléa,
- aléa toxique : le site est situé dans une zone de niveau très fort,
- aléa thermique : le site n'est pas concerné par cet aléa.

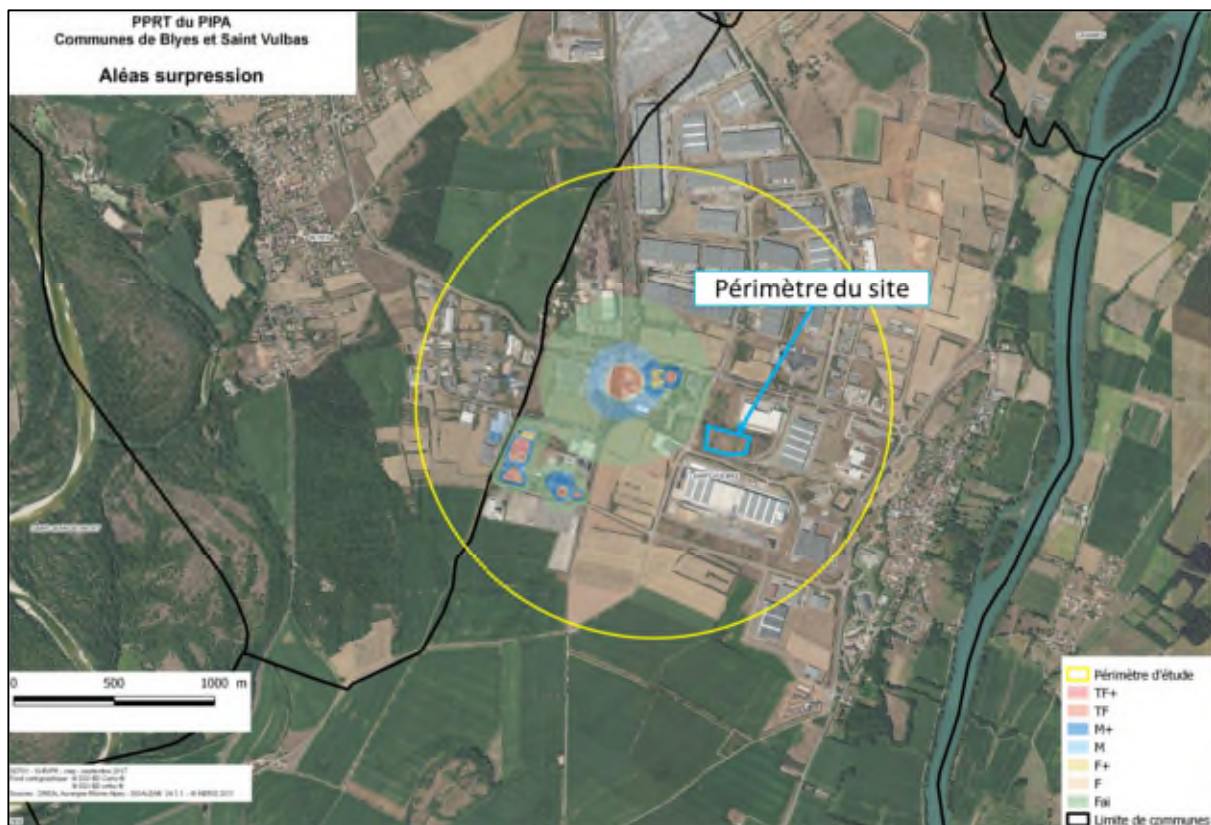


Figure 8. Carte de l'aléa surpression définie dans le PPRT

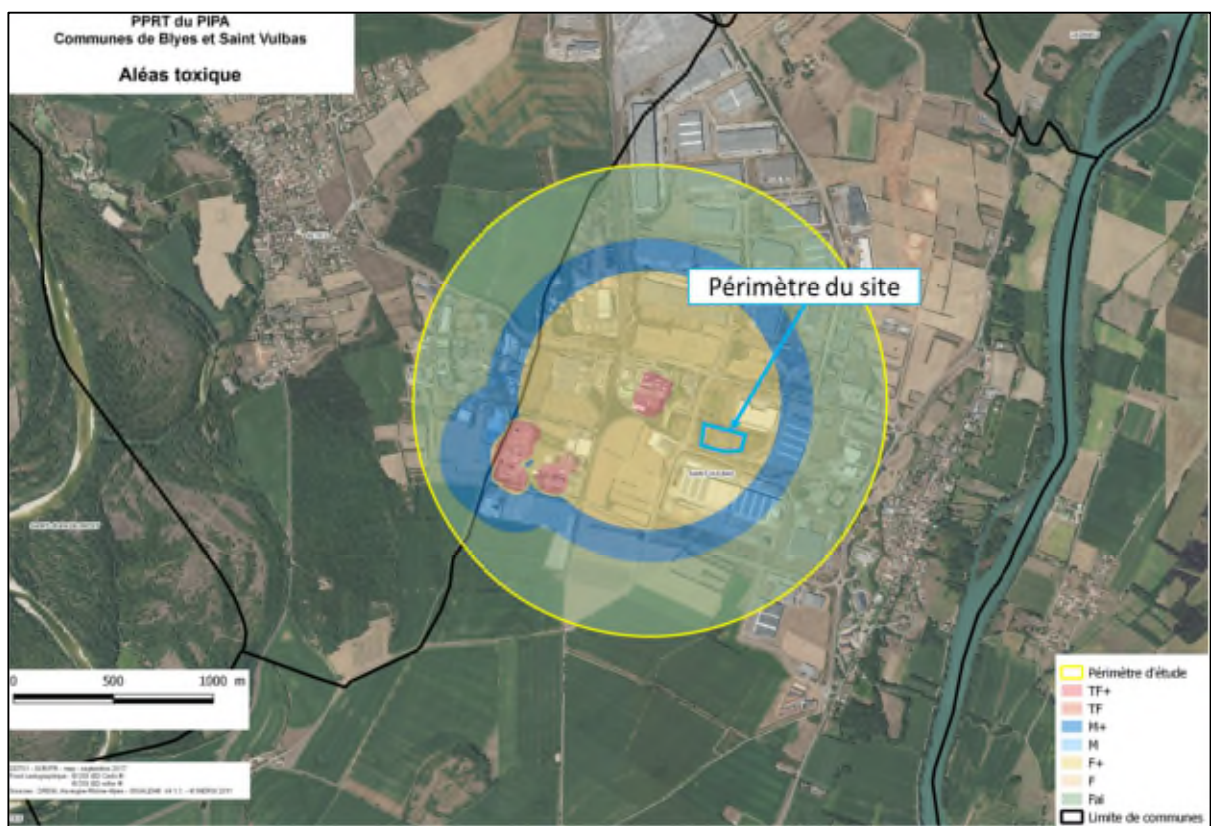


Figure 9. Carte de l'aléa toxique définie par le PPRT



Figure 10. Carte de l'aléa thermique définie par le PPRT

En application du I de l'article L.515-16 du Code de l'environnement, tout projet tel qu'autorisé à l'article 4-1 et 4-2 du chapitre 4 doit garantir la protection des occupants des biens dans le respect des objectifs de performance pour les effets de surpression (structure porteuse, bardage de façade et de couverture, surfaces vitrées).

Il est également recommandé que le projet garantisse la protection des occupants des biens dans le respect des objectifs de performance pour les effets toxiques. Ainsi, l'annexe 6 du PPRT fixe les objectifs de performance : les caractéristiques du local confinable, conjuguées à celles du bâtiment dans lequel il se situe, devront garantir que le taux de renouvellement de l'air du local confinable est suffisamment faible pour maintenir la concentration en produit toxique dans le local, après deux heures de confinement, en deçà de la concentration maximale admissible définie pour chaque produit toxique ou chaque mélange identifié.

Cette concentration maximale admissible est définie égale au seuil des effets irréversibles pour une durée d'exposition de deux heures. Le coefficient d'atténuation cible de la zone dans laquelle se trouve le projet, zone toxique 4, est de 6%.

Lors de la constitution de l'analyse de risques du projet, une attention particulière sera portée sur la non augmentation des risques vis-à-vis des établissements existants et sur les effets dominos du projet vers les sites existants mais aussi des sites existants sur le projet.

III.1.5 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRN)

Le PPRNi (Plan de Prévention des Risques Naturels - inondations) de la commune de Saint-Vulbas a été prescrit le 10 juillet 2020 et est en cours d'élaboration.

En l'absence de ce document, le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône sur la commune de Saint-Vulbas approuvé par décret du 16 août 1972 et le plan des zones inondables du Rhône amont

ont été consultés. Le PSS montre que le site n'est pas situé dans une zone de grand débit ni une zone complémentaire, tandis que le plan des zones inondations permet d'observer que le site est en dehors des zones d'aléa fort et faible.

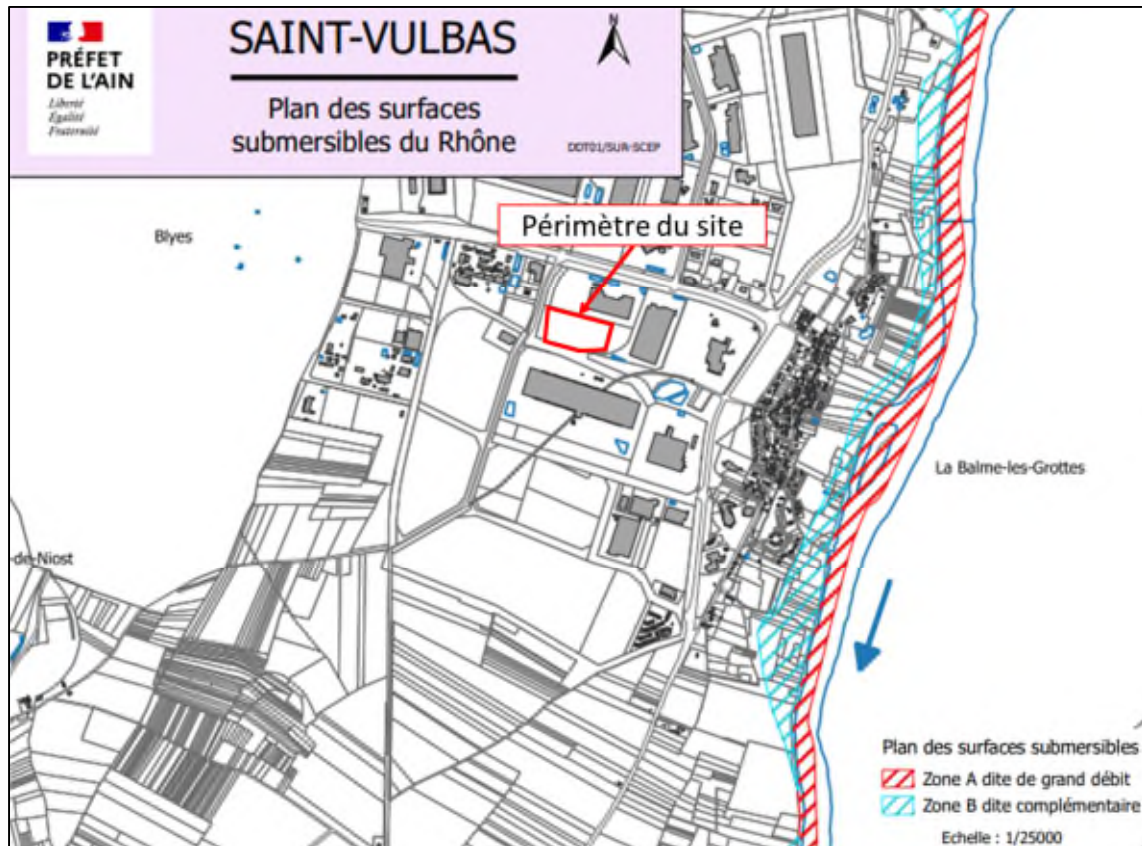


Figure 11. Extrait du Plan des Surfaces Submersibles du Rhône sur la commune de Saint-Vulbas

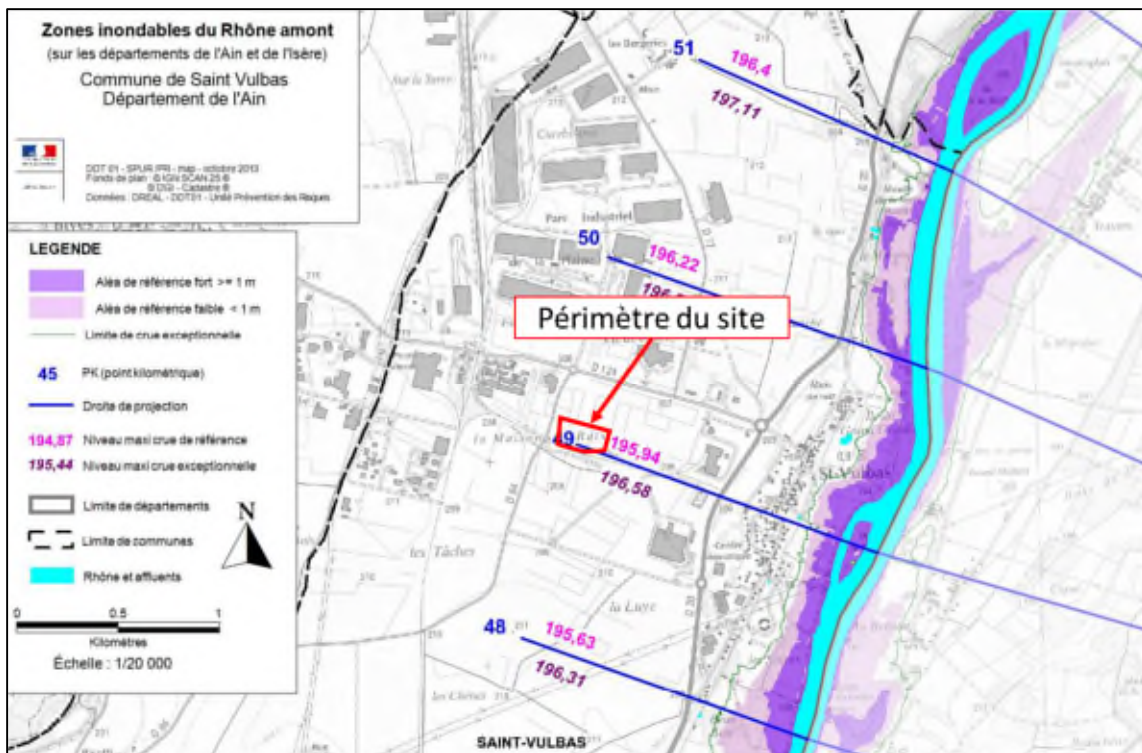


Figure 12. Extrait du plan des zones inondables du Rhône amont

Le site n'est pas inclus dans une zone potentiellement sujette aux débordements de nappe, ni aux inondations de cave et se trouve en zone aléa argile faible.

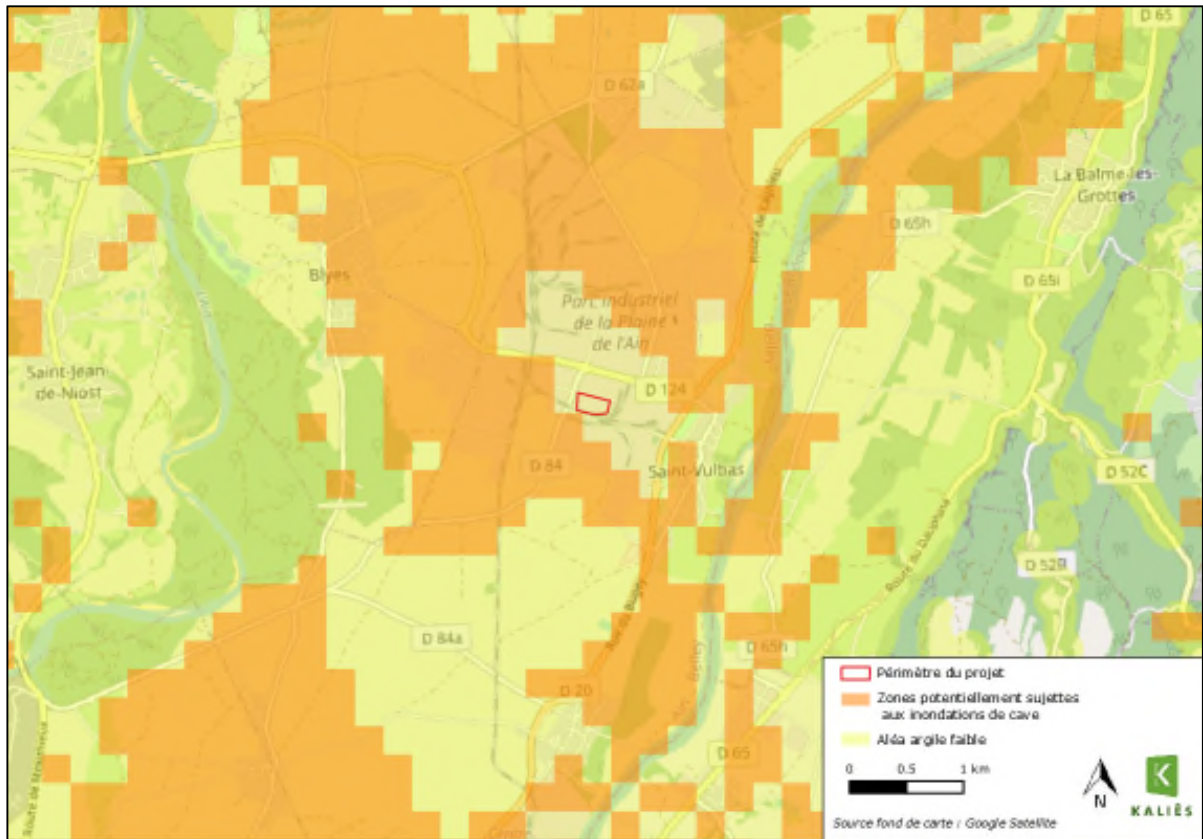


Figure 13. Zonage des risques naturels (aléas argile et inondations)

Le site n'est pas concerné par le risque minier, ni par un risque de mouvement de terrain.

III.2. PATRIMOINE ET PAYSAGE

III.2.1 MONUMENT HISTORIQUE

Le monument historique le plus proche est localisé à 3 km au sud du site (la chapelle de Marcilleux). A près de 4 km à l'est se trouve le château d'Amblérieu et à 4km au nord le château de Salette, tous deux sont des sites inscrits.

Le site du projet n'est pas inclus dans le périmètre de protection de ces monuments historiques.

III.2.2 SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE

Le site dans lequel s'inscrit le projet n'est pas inclus dans ou à proximité immédiate d'un périmètre de protection d'un site remarquable.

III.2.3 SITE INSCRIT ET CLASSE

Le site classé le plus proche se trouve à plus de 5km au sud-ouest du site : "confluent de l'Ain et du Rhône".

Aucun site inscrit ou classé n'est recensé sur la commune de Saint-Vulbas.

III.2.4 PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Des fouilles archéologiques ont eu lieu à proximité du site au sein du PIPA (en 2017 et 2018 en amont de l'aménagement de la ZAC) révélant des vestiges de plusieurs périodes. Aucune fouille n'a été effectuée au droit du site.

III.2.5 UNITE PAYSAGERE ET INSERTION DU PROJET

Le site s'inscrit au sein d'un parc industriel existant sur un terrain de type "zone industrielle ou commerciales et installations publiques" (CLC12) et "zone affectée en priorité aux activités artisanales, industrielles ou commerciales et de services" et est actuellement en friche.

Le site est encadré de haies sur l'ensemble de ses côtés le rendant peu visible depuis la route D84 à l'ouest, la route D124 au nord, l'impasse et la voie ferrée passant au sud ou encore depuis le bâtiment du site voisin AUXINE LOGISTIC au nord-est.



Figure 14. Vue depuis la route D84 à l'ouest : haie préservée, le projet se situera derrière (Décembre 2021)



Figure 15. Vue depuis la voie ferrée au sud : bosquets au premier plan et AUXINE à droite (Décembre 2021)

Afin d'intégrer le bâtiment dans son environnement, les façades des bâtiments feront l'objet d'un traitement de qualité afin d'être intégrées dans le paysage environnant et respecteront le cahier des prescriptions architecturales du PIPA.

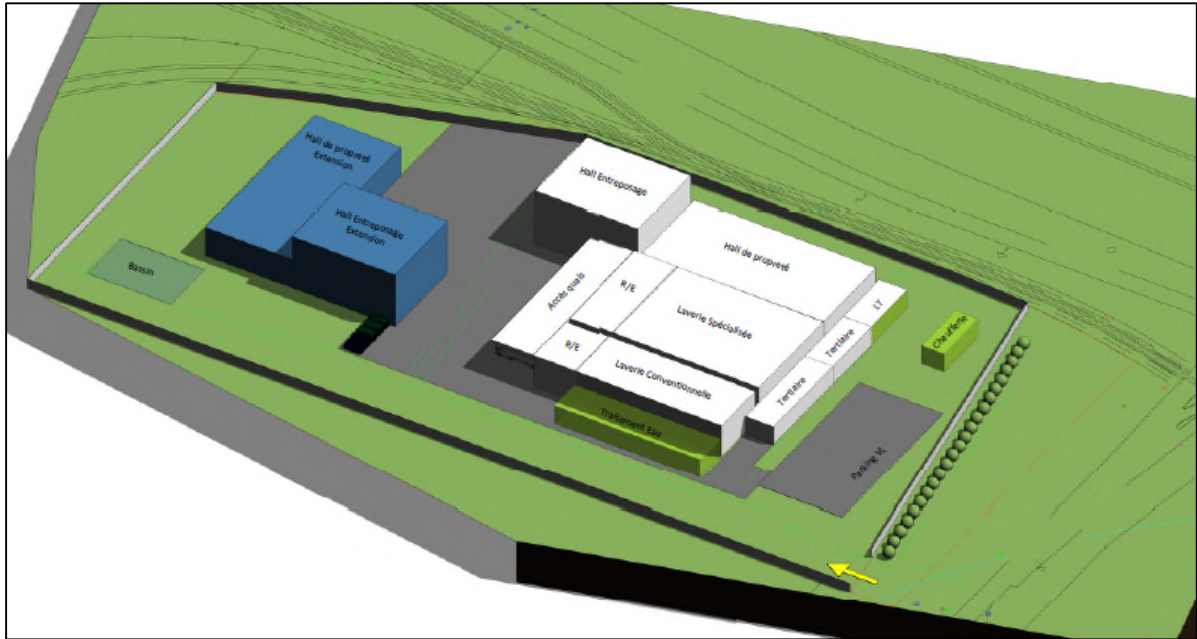


Figure 16. Insertion paysagère du scenario d'implantation envisagé n°1

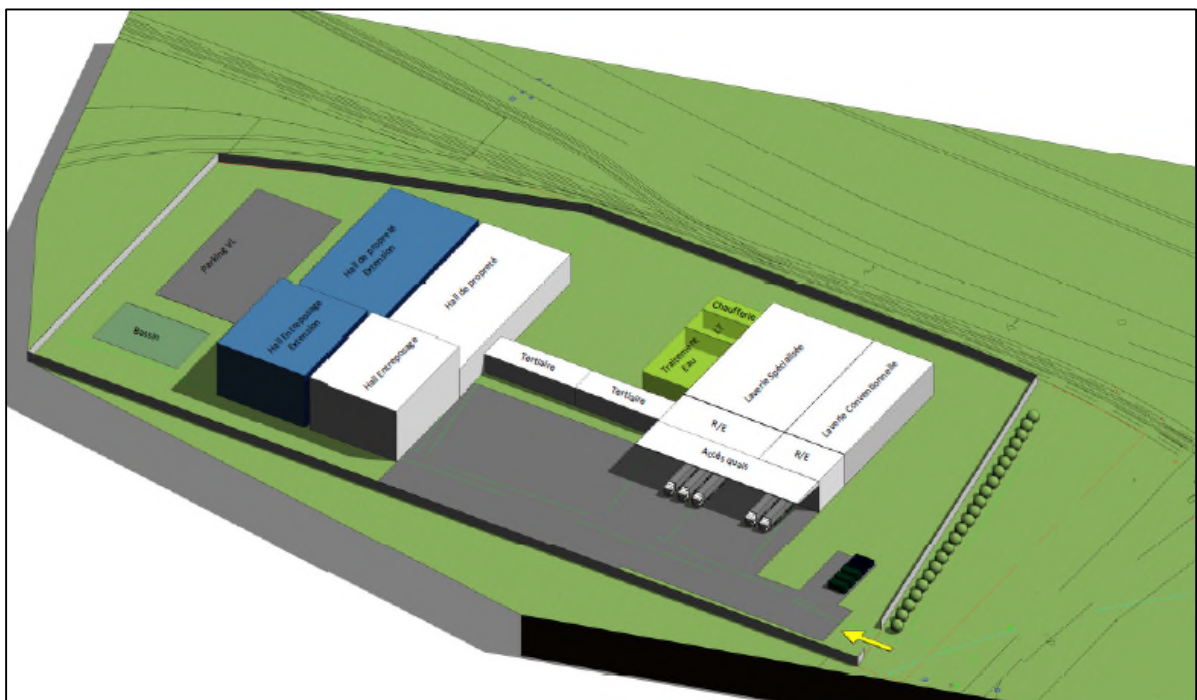


Figure 17. Insertion paysagère du scenario d'implantation envisagé n°2

III.2.6 CONTEXTE AGRICOLE

D'après le syndicat mixte du PIPA, le terrain est inclus dans le périmètre d'une convention précaire mais n'est plus exploité depuis le début des années 2000. Le registre parcellaire agricole de 2018 classe la zone comme « jachère de 6 ans ou plus déclarée comme surface d'intérêt écologique », tandis que le registre de 2007 classe l'emprise du projet comme une « surface gelée sans production ». Le projet ne consomme donc pas de surface agricole ou forestière.

III.3. MILIEUX NATURELS

III.3.1 ESPACES NATURELS ET ZONAGES REGLEMENTAIRES

III.3.1.1 SITES NATURA 2000

Le réseau NATURA 2000 est un réseau écologique européen cohérent formé par les Zones de Protection Spéciales (ZPS) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), classées respectivement au titre de la Directive « Oiseaux » et de la Directive « Habitats ». L'objectif est de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union Européenne.

Trois zones NATURA 2000 se trouvent à proximité :

- Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône (FR8201653 type SIC) 2km à l'ouest ;
- Steppes de la Valbonne (FR8212011 type ZPS) 6,5 km à l'ouest ;
- L'Isle Crémieu (FR8201727 type SIC) 2 km à l'est.

D'après les informations mises à la disposition par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, l'emprise du projet n'est pas incluse dans une zone NATURA 2000 et les sites les plus proches sont à 2 km.

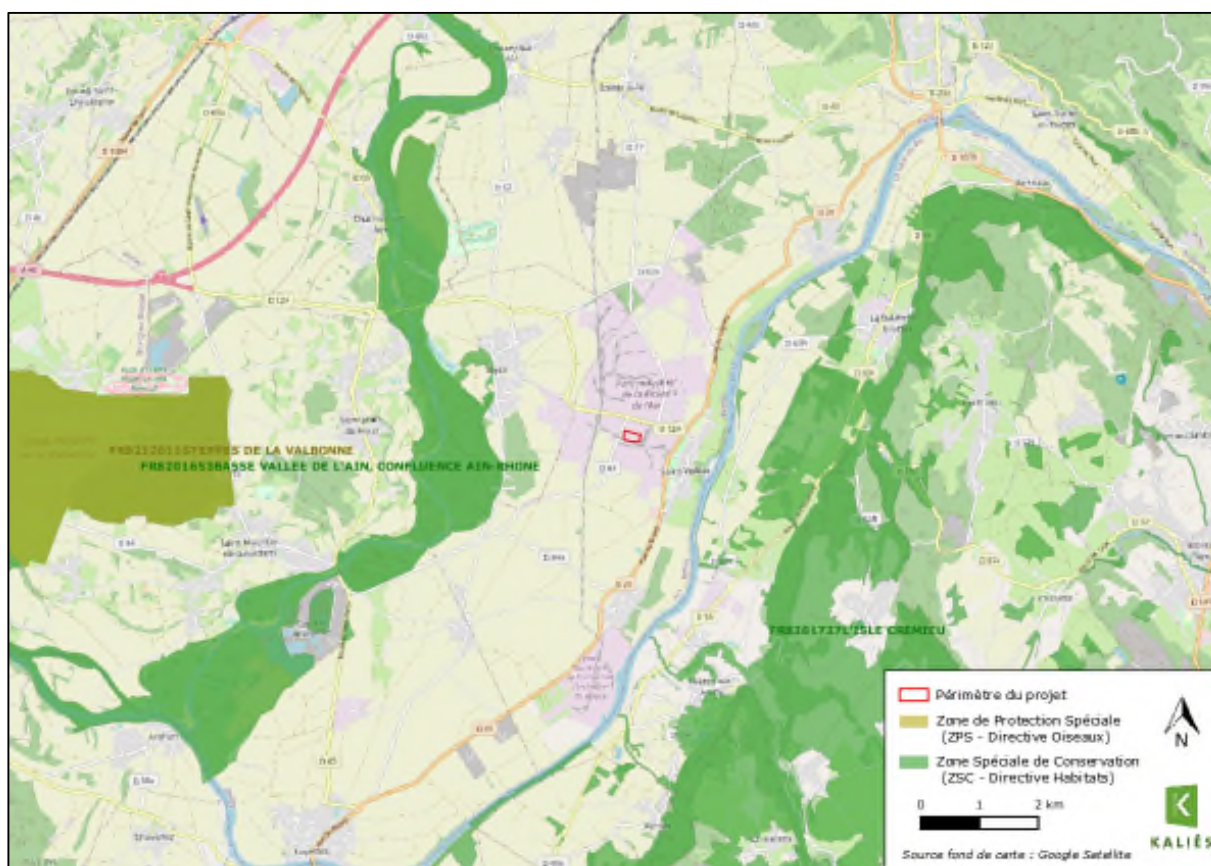


Figure 18. Localisation des zones NATURA 2000 ZPS et ZSC

III.3.1.2 ZNIEFF DE TYPES 1 ET 2

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités

biologiques et un bon état de conservation. On décrit deux types de ZNIEFF définies selon la méthodologie nationale :

- Une ZNIEFF de type 1 est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes.
- Une ZNIEFF de type 2 est un grand ensemble naturel riche ou peu modifié, ou qui offre des potentialités biologiques importantes.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe.

Dans un rayon de 5 km autour du site se trouvent trois ZNIEFF de type 1 et deux ZNIEFF de type 2 :

- « Falaises de la Gorge du Loup et combe d'Ambérieu » (FR820030385 type 1) 3 km à l'est ;
- « Marais de Salette » (FR820030337 type 1) 3 km à l'est ;
- « Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence » (FR820030615 type 1) 2 km à l'ouest ;
- « Cours du Rhône de Briord à Loyettes » (FR820030681 type 2) 1 km à l'est ;
- « Basse vallée de l'Ain, confluence Ain Rhône » (FR8201653 type 2) 2km à l'ouest.

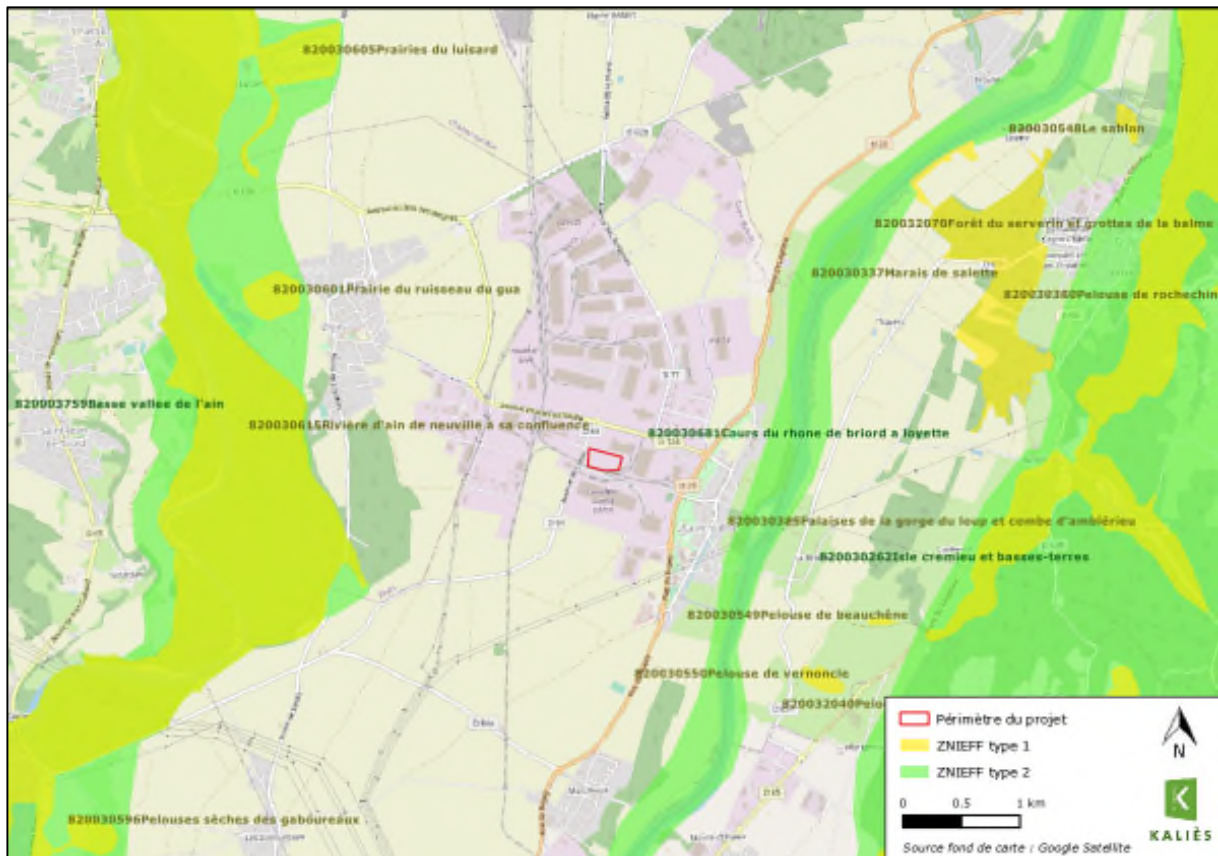


Figure 19. Localisation des ZNIEFF types 1 et 2

Le site du projet n'est directement concerné par aucun zonage d'inventaire.

III.3.1.3 ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (ZICO)

Un inventaire de ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux) a été réalisé par la Ligue pour la Protection des Oiseaux entre 1979 et 1991. Il recense les zones les plus importantes pour la

conservation des oiseaux ainsi que les sites d'oiseaux migrateurs d'importance internationale. Il s'agit de la première étape du processus pouvant conduire à la désignation de ZPS (Zones de Protection Spéciale), sites effectivement préservés pour les oiseaux et proposés pour intégrer le réseau Natura 2000.

Le site n'est pas localisé dans une ZICO, la plus proche se situe à près de 13 km au nord-ouest, il s'agit de la Dombes.

III.3.1.4 LES ESPACES NATURELS PROTEGES (RNN, RNR, APPB, PNR...)

La zone d'étude n'est concernée directement par aucun espace naturel protégé.

L'Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope (APPB) le plus proche du site se trouve à 4,5 km à l'ouest du site (FR3800667 Brotteaux de Chazey sur Ain).

Le site est localisé à plus de 50km des parcs naturels de la région et à plus de 100km du parc national le plus proche.

III.3.2 INVENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL

Annuellement, et depuis 2014, une veille écologique est réalisée sur le territoire du PIPA. Le site est situé sur l'entité écologique dite « cœur du parc aménagé et friches résiduelles » et est composé de :

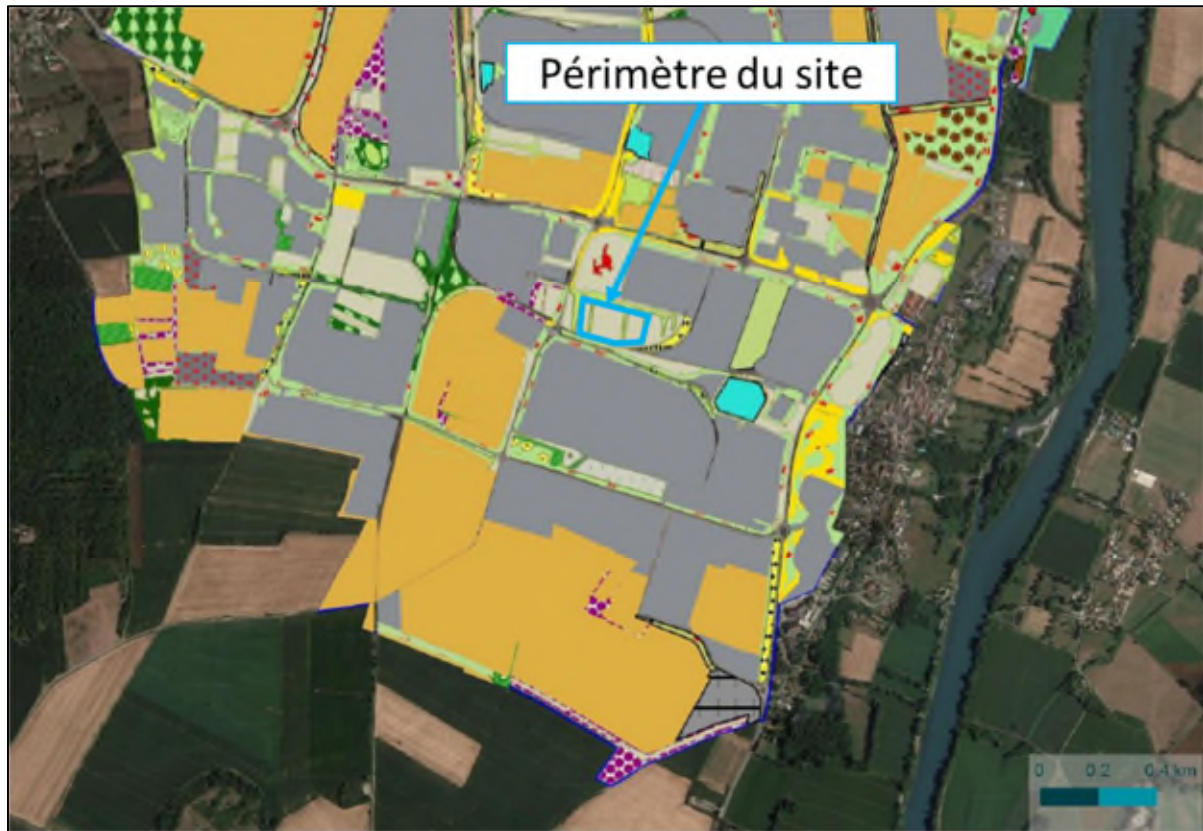
- Fourrés et petits arbres en haies bocagères et lisières naturelles anthropiques à Aubépine monogyne et Prunellier,
- Friches vivaces mésophiles à mésoxérophiles thermophiles des substrats perturbés.

Ces zones sont en état de conservation moyen à mauvais et l'enjeu écologique associé est classé faible.

III.3.2.1 HABITATS NATURELS

D'après la veille évolutive de 2019 réalisée par le gestionnaire de la ZAC, le site comprend deux entités d'habitats naturels :

- Des lignées de « fourrés et petits arbres en haies bocagères et lisières naturelles anthropiques à Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*) et Prunellier (*Prunus spinosa*) » correspondant à des fourrés denses, souvent en forme de haies bocagères (parfois anciennement plantée), surtout dominés par l'Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*) en lien avec des ourlets fortement eutrophiles et rudéralisés. Ces fourrés bas dominés localement par le rosier des chiens (*Rosa canina*) témoignent d'une dynamique végétale importante et d'une fermeture relativement rapide des surfaces de friches herbacées. L'enjeu écologique est jugé faible.
- Le reste de la parcelle est catégorisé en « friches vivaces mésophiles à mésoxérophiles thermophiles les substrats perturbés ». Ces friches mésophiles à méso-xérophiles subouvertes liées à des conditions thermophiles et établies sur des substrats grossiers et rapportés abritent une diversité d'espèces relativement importante et un contingent fréquemment présent d'espèces assez rares et dispersées dans la région Rhône-Alpes. Plusieurs faciès intermédiaires avec les communautés de l'*Onopordion acanthii* ont été observés.



- Fourrés et petits arbres en haies bocagères et lisières naturelles anthropiques à Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*) et Prunellier (*Prunus spinosa*)
- Friches vivaces mésophiles à mésoxérophiles thermophiles des substrats perturbés

Figure 20. Habitats naturels 2019 (Source : Veille écologique du PIPA 2019 - BIOTOPE)

Aucune espèce protégée n'a été relevée au droit des friches vivaces mésophiles à mésoxérophiles. En effet, les habitats naturels (les pelouses sèches) pouvant accueillir des espèces protégées sont localisées à environ 400 m à l'ouest du site

Les enjeux relatifs aux habitats naturels sont considérés comme faibles.

III.3.2.2 FLORE

L'expertise des habitats naturels a permis de recenser deux communautés végétales typiques de pelouses sèches :

- Pelouses xérophiles de sterrasses alluviales calcaires à Fumana couché et Germandrée des montagnes,
- Pelouses mésoxérophiles calcicols collinéennes sur sols peu profonds à Brome érigé et Inule des montagnes.

D'autres communautés végétales xérophiles ont été contactées sur le territoire du PIPA, elles correspondent à des faciès dégradés et à des variantes rudéralisées rattachées à des formations secondaires d'origine anthropique comme :

- Pelouses xérophiles rudérales tondues à Trèfle scabre,
- Friches vivaces mésophiles à mésoxérophiles thermiphiles des substrats perturbés.

Le site est localisé au niveau de la zone caractéristique de friches vivaces mésophiles à mésoxérophiles thermiphiles des substrats perturbés, correspondant à des faciès dégradés.

Remarque : La flore « espèces protégée » est observée sur le Parc PIPA au niveau des pelouses sèches localisées le long de la voie ferrée qui coupe le parc du nord au sud, voie localisée à environ 400 mètres à l'ouest du site étudié (cf carte ci-dessous illustrant la localisation des pelouses sèches).



Figure 21. Flore patrimoniale et protégée des pelouses sèches (Source : Veille écologique 2019 par BIOTOPE)

Les enjeux relatifs à la flore sont considérés comme faibles.

III.3.2.3 LA FAUNE

Les amphibiens

Aucun point d'eau naturel (mare ou étang) n'est situé sur le territoire du parc PIPA. Les milieux fortement artificialisés offrent peu d'habitats favorables aux amphibiens. Ces derniers trouvent

néanmoins refuge au sein des bassins de rétention des eaux pluviales qui, dans certains cas, présentent des caractères tout à fait favorables à la reproduction de certaines espèces. Cinq espèces ont été recensées : le Crapaud calamite, le Pélodyte ponctué, le Crapaud commun, la Grenouille verte et la Grenouille agile.

Lors d'évènement pluvieux, quelques mares peuvent apparaître mais elles sont localisées le long des voies de communication, dans des fossés.

Le site ne présente aucun habitat favorable aux amphibiens (absence de mare ou de point d'eau) et ne présente pas de bassin pouvant accueillir des amphibiens, ni de fossé.

Les enjeux écologiques associés aux amphibiens sont modérés. L'ensemble des espèces identifiées sont protégées à l'échelle nationale.

Reptiles

Les lisières et linéaires de haies apparaissent favorables aux reptiles. On note la présence d'espèces communes (Lézard des murailles, Lézard à deux raies) et espèces inféodées aux friches enherbées et aux zones rudérales bien ensoleillées (Vipère aspic, Couleuvre verte et jaune) au niveau des zones de comptage du parc PIPA. Il ne peut être exclu que sur le site, ces espèces soient présentes.

Toutes ces espèces restent cependant relativement communes pour la région Rhône-Alpes.

Ces espèces sont ubiquistes et communes, et trouveront des milieux de substitution lors de la phase travaux, pour revenir en phase exploitation du site.

Les enjeux écologiques associés aux reptiles sont considérés comme moyens à faibles. Des mesures en phase travaux seront réalisées, notamment afin de garantir l'absence des reptiles, dont les espèces sont ubiquistes.

L'avifaune

A l'échelle du parc PIPA

En 2019, 61 espèces d'oiseaux ont été recensés sur le territoire du parc PIPA en période de reproduction. 45 d'entre elles sont protégées en France.

Parmi les espèces recensées, 48 espèces nicheuses certaines, probables ou possibles. 7 espèces ne sont pas nicheuses sur le territoire du PIPA, mais viennent s'y alimenter régulièrement. Deux sont nicheuses en limite du PIPA. 4 sont strictement migratrices.

Les suivis de la LPO de 2005 à 2009 avaient mis en évidence la présence de 96 espèces d'oiseaux fréquentant le territoire du PIPA. 35 nichaient avec certitude, 41 étaient nicheuses potentielles ou nichaient à proximité et 20 étaient strictement migratrices ou hivernantes.

En dix années de suivis sur le territoire du parc industriel, le nombre d'espèces recensées a diminué. 76 étaient nicheuses avérées ou probables en 2009, 43 en 2013, 39 en 2016 et 48 en 2019. Malgré un certain biais méthodologique entre les suivis de la LPO et ceux du prestataire en charge de la veille écologique, on peut néanmoins relever une tendance à la baisse du nombre d'espèces nicheuses sur le PIPA au fil du temps et des aménagements, en lien avec une diminution des surfaces d'habitats disponibles.

Les cortèges des milieux anthropisés (milieu correspondant à la localisation du projet)

Le site est localisé au niveau d'une zone caractérisée par un habitat de cortège de milie anthropisé comme l'illustre la carte ci-dessous.

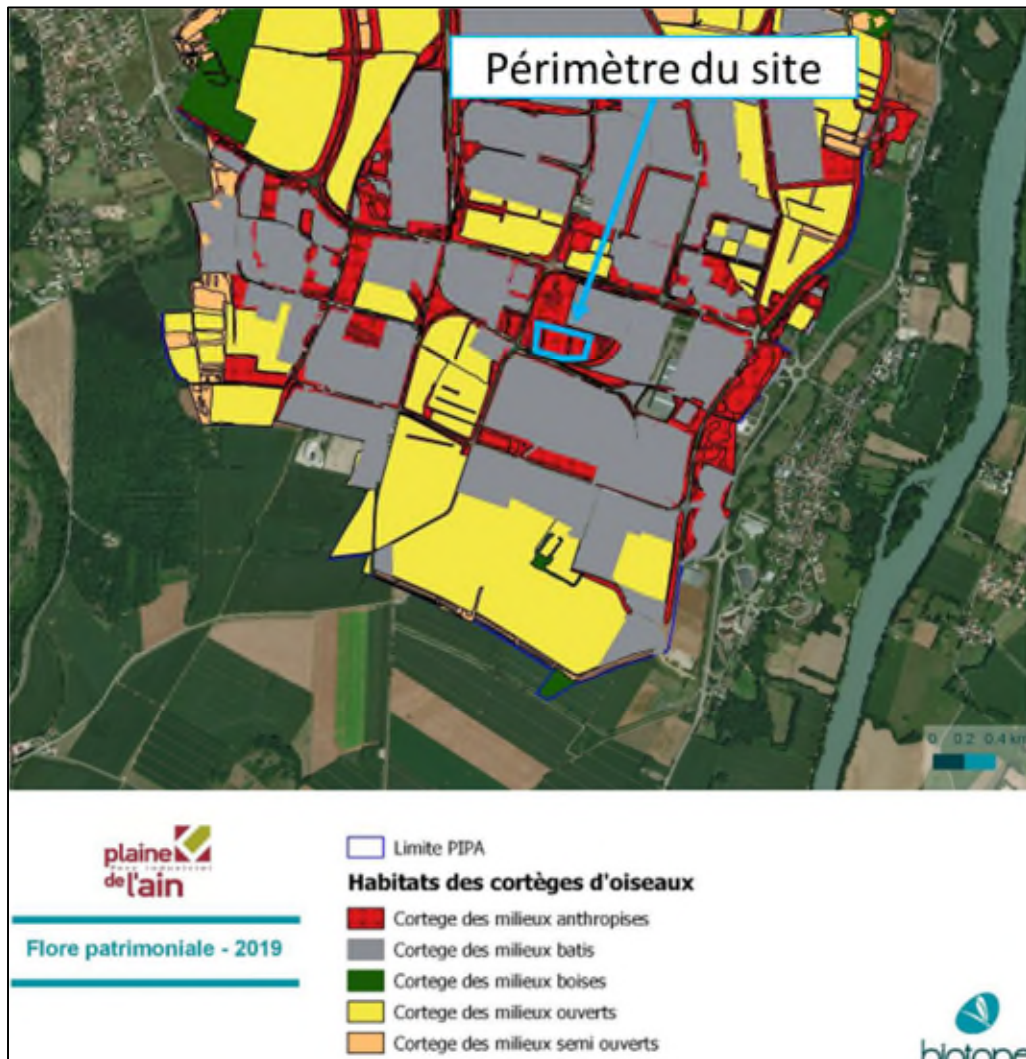


Figure 22. Habitats des cortèges d'oiseaux (Source : Veille écologique 2019 par BIOTOPE)

Treize espèces d'oiseaux ont été identifiées en 2019. Les espèces de ce cortège sont des espèces ubiquistes, elles nichent dans les arbres et les buissons dans les espèces verts du PIPA. Les principaux sont le Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*), déjà contacté en 2016, a été revu en 2019, ainsi que la Pie bavarde (*Pica pica*) toujours bien représentée sur le PIPA.

Les friches constituent, avec les haies et les mosaïques de milieux ouverts, des habitats favorables pour l'avifaune qui peut localement se maintenir sur certains secteurs.

Les enjeux relatifs à l'avifaune sont considérés comme forts et très localisés.

Compte tenu de ce contexte, la période des travaux sera adaptée afin d'éviter la période de migration / reproduction de ces espèces (mai / juin) et les haies présentes sur le site seront maintenues (hormis 6 m sur la haie ouest pour permettre un accès au site).

Les chiroptères

Les inventaires réalisés dans le cadre de la veille écologique du Parc font apparaître que les corridors écologiques des chiroptères sont d'avantage fonctionnels en périphérie du parc, notamment au sud, au niveau de la double haie, et au nord, en lisière et dans les boisements clairs. La zone centrale du

parc, où est localisé le projet HIPeR, apparaît peu fréquentée par les espèces cibles, cela peut s'expliquer de différentes façons :

- Ce secteur est le plus aménagé par les voiries et les infrastructures, et bien que certains linéaires de haies aient été conservés, ils ne forment pas une continuité écologique fonctionnelle comme semblent le montrer les inventaires.
- Une activité lumineuse est marquée au sein du parc (éclairage public et industriel).

La carte ci-dessous présente les corridors empruntés par les chiroptères. Le site étudié n'est pas localisé à proximité immédiate de ces derniers.



Figure 23. Localisation des corridors des chiroptères (Source : Veille écologique du PIPA 2018 - BIOTOPE)

Le parc est donc surtout fréquenté par les chiroptères sur ses bordures, là où les corridors écologiques sont présents mais aussi là où la pollution lumineuse est la plus basse.



Figure 24. Carte de la pollution lumineuse sur le parc PIPA (Source : Veille écologique du PIPA 2018 - BIOTOPE)

Le site étant localisé en partie centrale du parc PIPA, il est dans une zone à forte activité lumineuse et en dehors des corridors des chiroptères.

Les enjeux relatifs aux chiroptères sont considérés comme faibles.

Mammifères terrestres

Un suivi des corridors est réalisé par le gestionnaire du Parc PIPA afin d'évaluer la fonctionnalité de ces corridors. Les mammifères contactés sur ces corridors sont le chevreuil européen, le renard roux, le sanglier, le lapin de garenne et le lièvre d'Europe.



Figure 25. Carte des corridors des mammifères (Source : Veille écologique du PIPA 2018 - BIOTOPE)

Lors des suivis, une diminution du nombre d'individu a été constatée au niveau des corridors écologiques du parc PIPA entre 2015 et 2018. Les fonctionnalités écologiques les plus fréquentées et les plus diversifiées se trouvent en périphérie du parc PIPA avec un attrait notable pour la bordure ouest (en 2018). La fréquentation par les mamifères en 2018 n'a pas pu être prouvée cette année là, les corridors y sont fragmentés par les infrastructures de type voies, bâti, clôture.

Les habitats du PIPA sont globalement peu favorables aux mammifères. Une petite diversité d'espèces (Chevreuil, Renard roux, Mustélidé sp., Cerf élaphe, Lièvre d'Europe, Lapin de garenne) a toutefois été constatée même si la fréquentation reste faible.

Les enjeux relatifs aux mammifères terrestres sont considérés comme faibles.

Insectes

Les milieux présents sont peu favorables à une entomofaune remarquable. Les talus et bandes enherbées étant fauchées régulièrement et ras.

Les enjeux relatifs aux insectes sont considérés comme faibles.

III.3.2.4 SYNTHESE DES ENJEUX

La carte suivante synthétise les enjeux écologiques au sein du PIPA. Le site du projet se trouve dans une zone à enjeux faibles en considérant les mesures d'évitement citées.

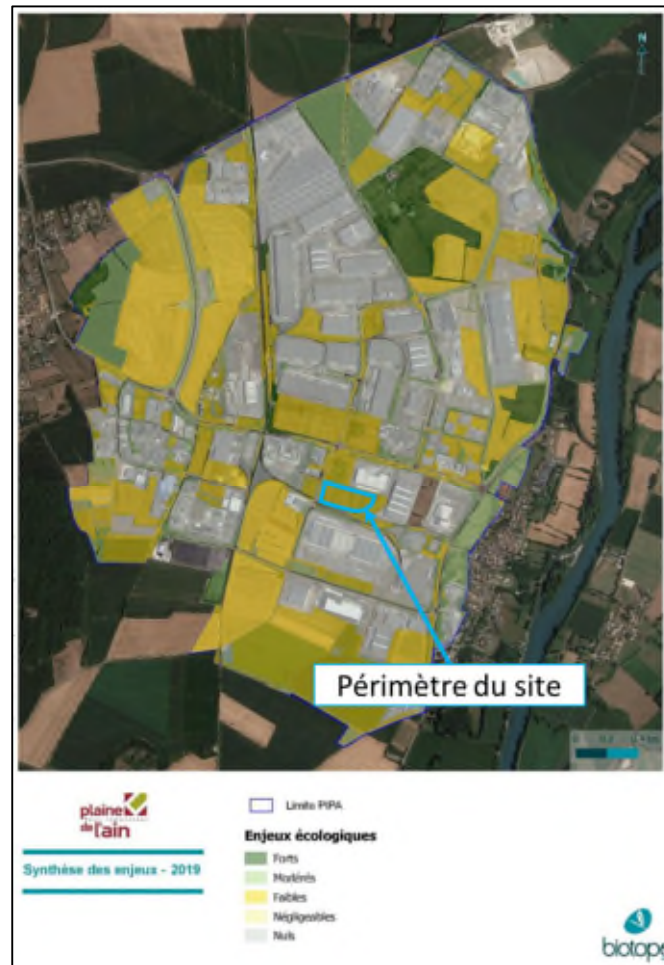


Figure 26. Enjeux écologiques du PIPA (Source : Veille écologique 2020 par BIOTOPE)

Seules les haies longeant la parcelle et la traversant sont favorables à l'avifaune. Une attention particulière sera donnée à la période des travaux (en dehors des périodes de reproduction) et les haies seront conservées, hormis 6 mètres linéaires dans la haie ouest.

De plus, les reptiles peuvent être présents. Il s'agit d'espèces ubiquistes et communes. Une fois les travaux réalisés, ces espèces reviendront sur le site.

III.3.3 ZONES HUMIDES

D'après la carte Corine Land Cover « Zones humides et surfaces en eaux permanentes » de 2015, une zone humide permanente est identifiée au droit du site. Les zones humides majeures les plus proches sont localisées à 2,4 km à l'ouest du site, la rivière d'Ain, et à 1,3 km à l'est, le fleuve Rhône.

Des investigations complémentaires vont être réalisées sur le terrain afin de s'assurer de sa présence et de localiser exactement son emplacement vis-à-vis du projet.

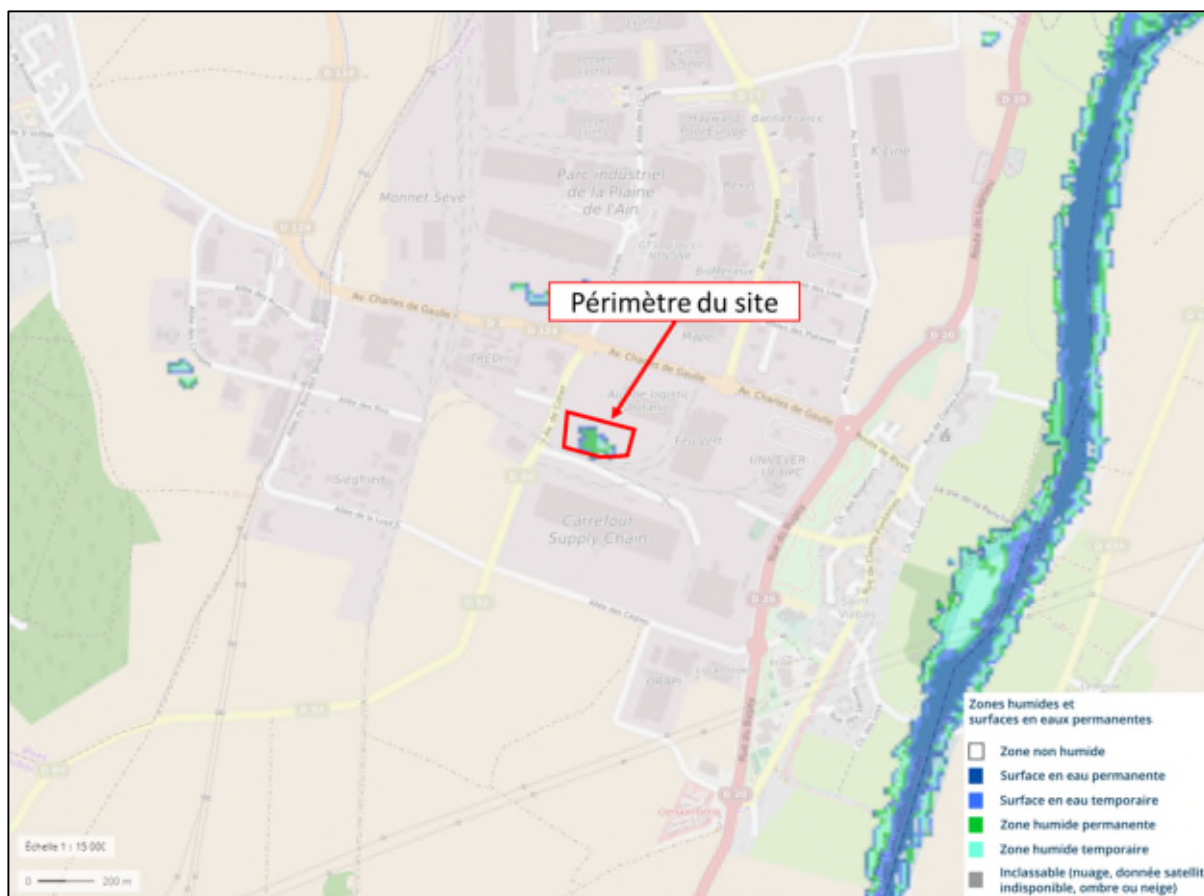


Figure 27. Localisation des zones humides (Source : www.géoportail.gouv.fr Corine Land Cover Zones humides et surfaces en eaux permanentes 2015)

III.3.4 TRAME VERTE ET BLEUE

Depuis le 10 avril 2020, le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes se substitue au SRCE et constitue le document cadre à l'échelle régionale de définition et de mise en œuvre de la trame verte et bleue.

Selon le SRADDET, le projet se situe au sein d'une zone artificialisée, le PIPA, entourée de grands espaces agricoles.

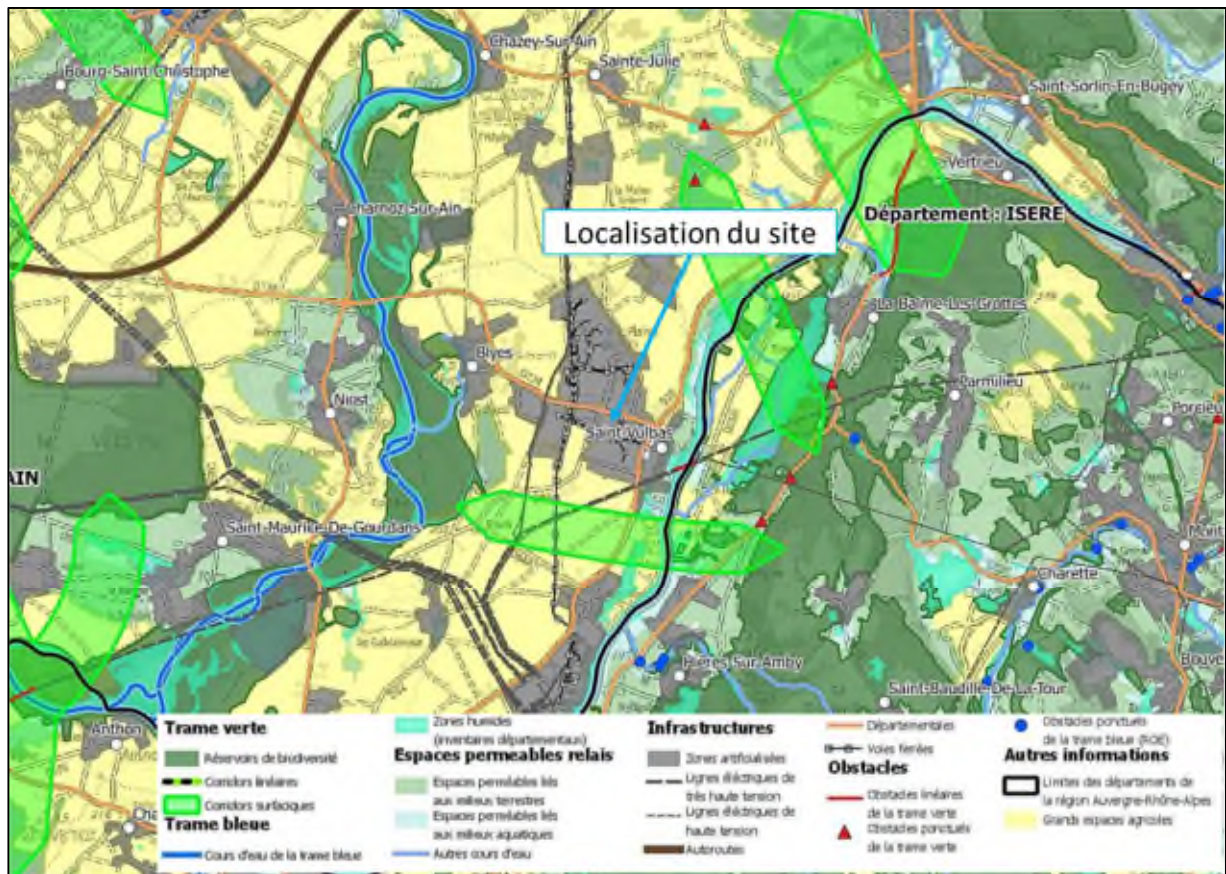


Figure 28. . Extrait de la trame verte et bleue établie par le SRADET Auvergne-Rhône-Alpes

Deux corridors surfaciques sont présents à proximité du PIPA, au nord et au sud entre des réservoirs de biodiversité.

Le site n'est pas inclus dans ces deux corridors écologiques.

III.4. SOLS

III.4.1 GEOLOGIE

La géologie du site est caractérisée par des formations molassiques à faciès de sable et de marnes sur lesquelles se sont déposées des formations glaciaires du quaternaire. La carte géologique imprimée au 25 000ème et sa légende sont présentées sur la figure ci-dessous.

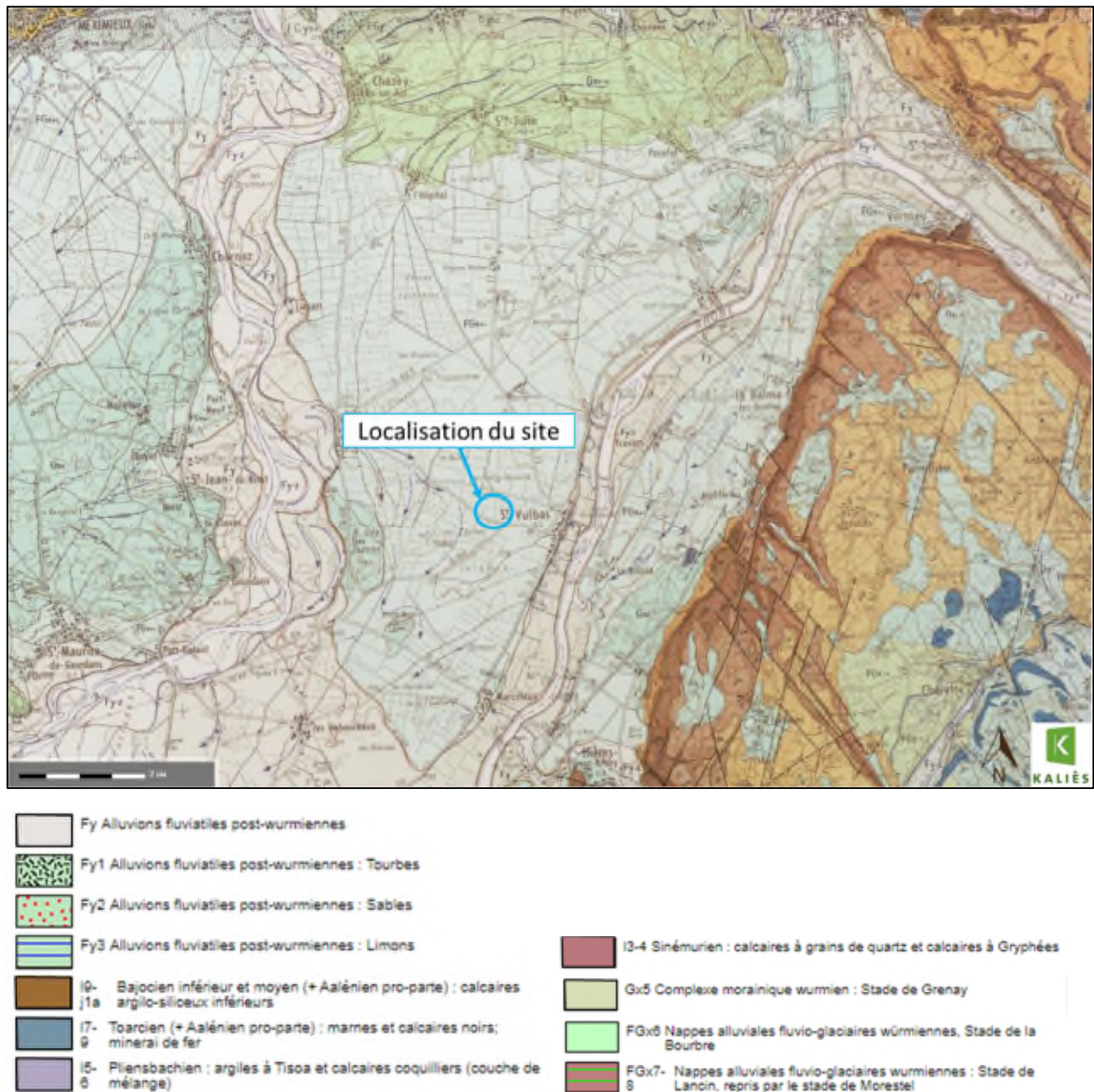


Figure 29. Extrait de la carte géologique n° 699 - Montluel

Le projet de construction du bâtiment ne sera pas de nature à modifier les formations géologiques au droit du site. Une étude géotechnique sera réalisée afin de définir le type de fondations adaptées pour le futur bâtiment.

III.4.2 ETAT DE POLLUTION DES SOLS

Le site d'implantation du projet n'est pas exploité et est actuellement à l'état de friche. Aucune activité industrielle n'a été recensée sur la zone d'étude.

Les travaux permettront d'atteindre l'équilibre entre les quantités de déblais et de remblais. Si un excédent de terre venait à être identifié, une gestion des terres serait alors engagée avec l'évacuation des terres en filières agréées.

III.4.3 SITES ET SOLS POLLUES A PROXIMITE

D'après la base de données Géorisques, il n'y a pas de sites SIS (Service d'Information sur les Sols) sur la commune de Saint-Vulbas.

Les bases de données BASIAS et BASOL regroupent les sites potentiellement pollués (BASOL) et industriels (BASIAS).

Entre 250m et 1,5km du site, 4 sites BASOL ont été relevés :

- BASF Pharma (spécialisée dans la fabrication de principes actifs destinés à l'élaboration de médicaments),
- TREDI (spécialisée dans le traitement des déchets industriels spéciaux par incinération et dans la décontamination des transformateurs et condensateurs contenant des PCB et des PCT),
- SPEICHIM (réalise des opérations de distillation sous vide de produits chimiques à haute valeur ajoutée et de régénération de solvants par distillation atmosphérique),
- R+R (stockage sur une aire non étanche et à l'extérieur de son établissement des fûts de plastique incomplètement vidangés).

Plus de 20 sites BASIAS sont présents au sein du PIPA entre 250m et 2 km du site.



Figure 30. Localisation des sites BASIAS, BASOL et ICPE

Le site n'est donc pas concerné par ce passé industriel.

III.5. EAUX

III.5.1 EAUX SUPERFICIELLES

Le secteur d'étude est caractérisé par la confluence entre deux cours d'eau : le fleuve Rhône et la rivière d'Ain localisés à 1,3 km à l'est du site pour le premier et 2,4 km à l'ouest pour la seconde.

A l'ouest du site, l'Ain se déverse dans le Rhône, originaire de la Suisse et passant à l'est du site, dont il est le principal affluent, après un parcours de 200 km entamé dans le Haut-Jura. Au confluent, la rivière circule dans un chenal unique, dessinant des méandres et créant des îlots.



Figure 31. Réseau hydrographique aux alentours du site

Ces cours d'eau ne sont pas utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP).

Les eaux de process issues du lavage seront traitées sur site par une installation de traitement des eaux de process préalablement dimensionnée lors des études de conception, puis rejetées dans le réseau de collecte du PIPA. Les eaux domestiques issues des vestiaires et toilettes de la future installation iront également dans le réseau des eaux usées. Les eaux pluviales de parking et voirie seront traitées par séparateur d'hydrocarbures puis dirigées vers des bassins de rétention dimensionnés selon la méthode D9/D9A. Les eaux pluviales de toiture pourront être infiltrées. Une étude hydrogéologique sera réalisée pour le pompage de l'eau, mais compte tenu de la demande et de la puissance importante de la nappe du Rhône, le pompage aura un impact limité et localisé.

Les eaux sanitaires seront issues du réseau public d'alimentation en eau potable.

III.5.2 EAUX SOUTERRAINES

III.5.2.1 PREMIER AQUIFERE AU DROIT DU SITE

Au droit du site se trouve l'aquifère libre « alluvions plaine de l'Ain sud » (FRDG390), comprise entre 5 et 20 m qui s'étend sur près de 143 km². La perméabilité étant moyennement à très élevée (10^{-6} à $5 \cdot 10^{-3}$ m/s), la circulation de l'eau y est rapide et l'eau se renouvelle rapidement. Le magasin aquifère est constitué par des dépôts alluvionnaires quaternaires d'origine fluviale et fluvio-glaciaire. Ces alluvions correspondent à un matériau composé de galets, graviers dans une matrice sableuse à sablo-argileuse dans la majeure partie de la plaine, mais également des argiles et des limons de part et d'autre de la rivière. Les écoulements sont poreux et se font sans discontinuités entre les terrasses. La nappe alluviale de la basse plaine de l'Ain s'écoule du nord-est vers le sud-ouest. La qualité de l'eau y demeure globalement bonne. Du fait de la quasi-absence de couverture argilo-sableuse, l'aquifère a une forte vulnérabilité vis-à-vis des contaminations de surface et notamment des nitrates.

L'alimentation du réservoir des alluvions de la plaine de l'Ain sud (FRDG390) se fait par ordre d'importance par :

- la pluie utile sur l'impluvium de la masse d'eau ($1,8 \text{ m}^3/\text{s}$; 15 l/s/km^2) correspond aux pluies moyennes annuelles enregistrées à Montluel (970 mm) ;
- les apports du versant de la Dombes ($0,4 \text{ m}^3/\text{s}$; 20 l/s/km^2) ;
- les apports de l'Ain en amont FRDG389 ($0,3 \text{ m}^3/\text{s}$) ;
- les apports des collines morainique ($0,3 \text{ m}^3/\text{s}$; 15 l/s/km^2) ;
- l'infiltration des cours d'eau : Longevent ($0,25 \text{ m}^3/\text{s}$).

Les exutoires de la masse d'eau sont :

- le cours d'eau de l'Ain et la nappe d'accompagnement du Rhône ($1,85 \text{ m}^3/\text{s}$) ;
- les lignes de sources de Blyes et de St Vulbas ($0,2 \text{ m}^3/\text{s}$).

La masse d'eau est fortement exploitée pour des usages AEP (40 % des prélèvements) et agricoles (40 % des prélèvements) et dans une moindre mesure pour des usages industriels (20 % des prélèvements). A noter que les prélèvements anthropiques représentent environ $1 \text{ m}^3/\text{s}$ ($31\,536\,000 \text{ m}^3/\text{an}$).

L'alimentation en eau du projet se fera par un pompage dans les eaux souterraines de la nappe alluviale de l'Ain pour une consommation estimée à $40\,000 \text{ m}^3/\text{an}$ (prélèvement inférieur à $200\,000 \text{ m}^3/\text{an}$, rubrique IOTA 1.1.2.0 pour un régime de déclaration).

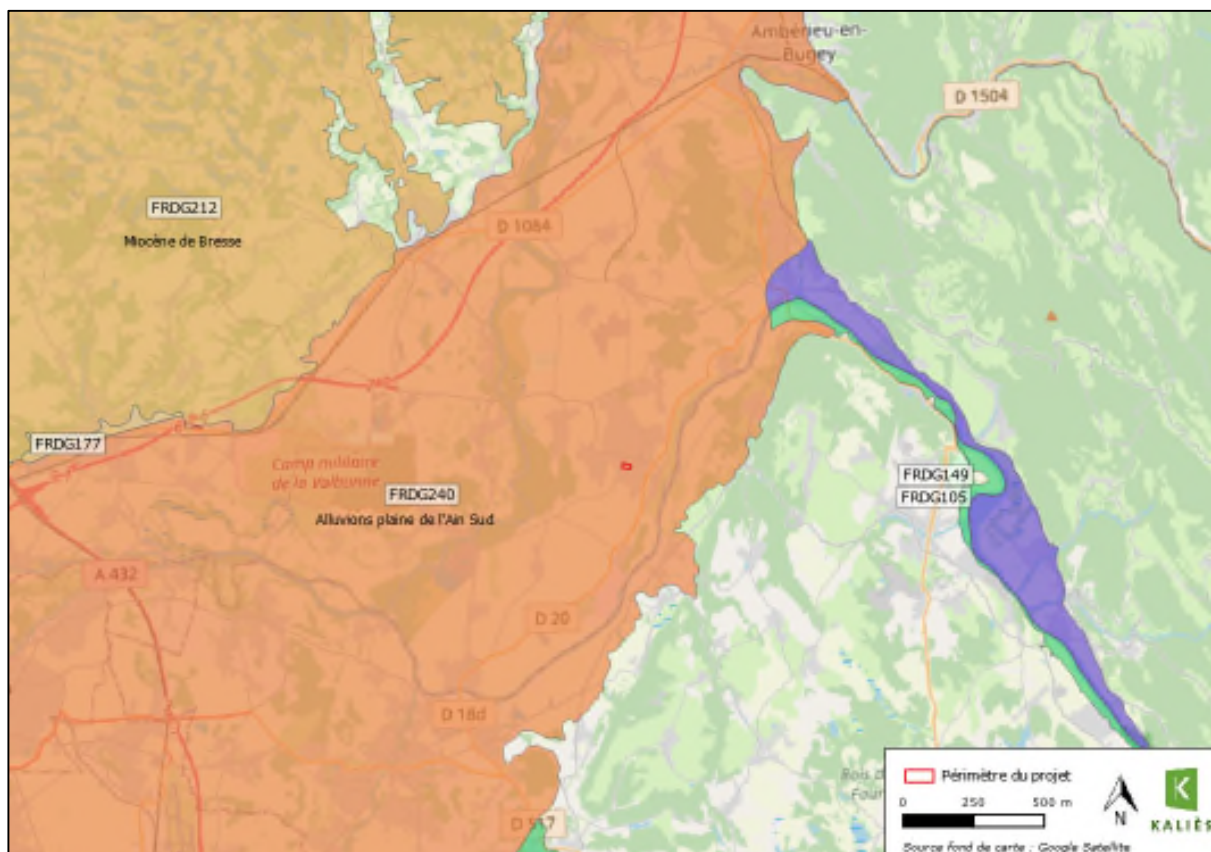


Figure 32. Masses d'eaux souterraine - 1^{er} niveau

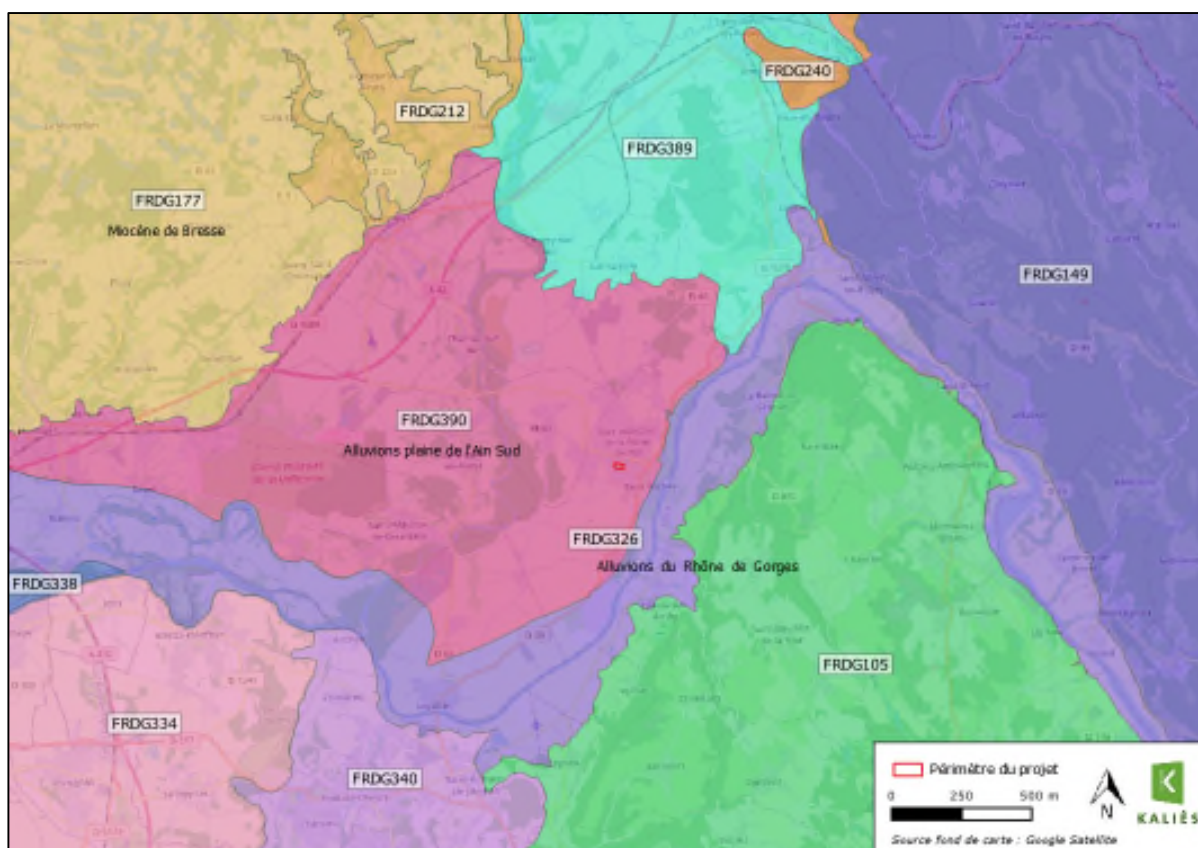


Figure 33. Masses d'eaux souterraine - 2^{ème} niveau

III.5.2.2 USAGES DES EAUX SOUTERRAINES A PROXIMITE DU SITE

Aucun captage AEP ou périmètre de captage AEP n'est identifié au droit ou à proximité immédiate du site ni sur la commune de Saint-Vulbas

D'après les données issues du BRGM et disponibles sur la base de données Infoterre, dans un rayon de 2 km autour du site, se trouvent de nombreux captages industriels. Les plus proches sont localisés à l'ouest du site sur le site voisin.

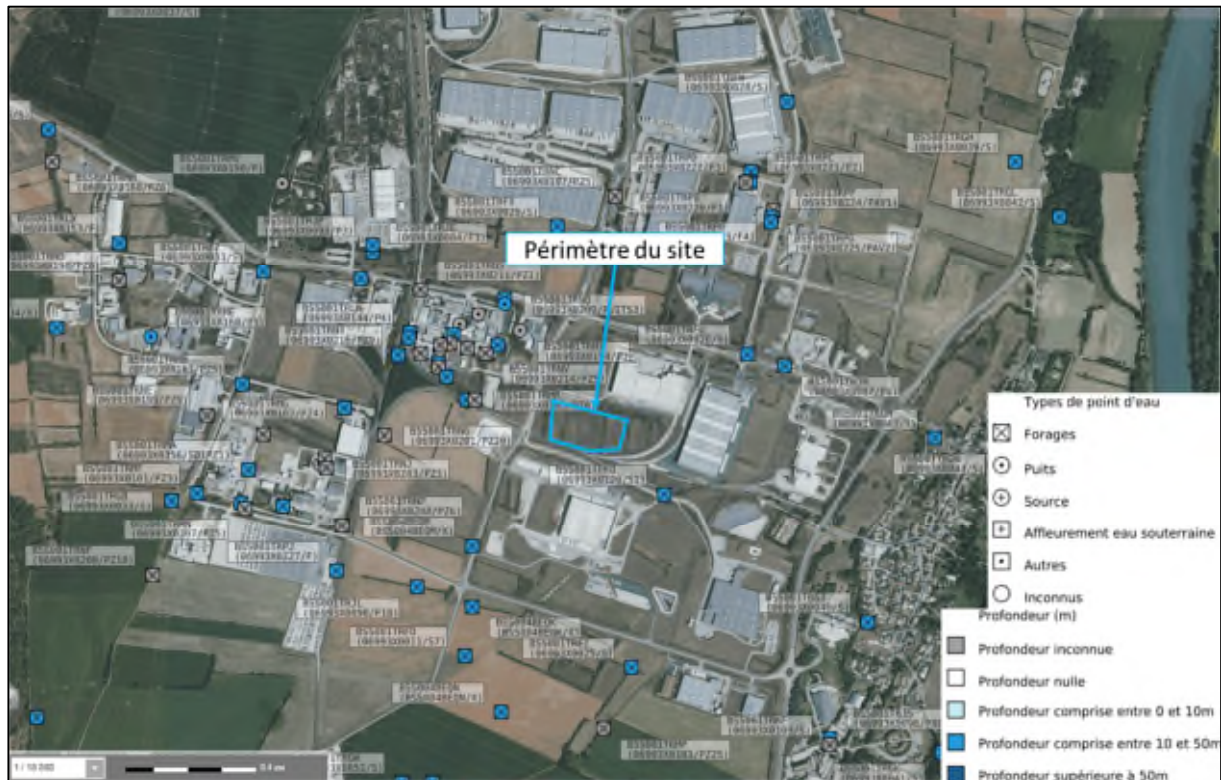


Figure 34. Localisation des points d'eau autour du site (Source : Infoterre)

III.6. RISQUE SISMIQUE

La France dispose d'un zonage sismique divisant le territoire en cinq zones de sismicité :

- Zone de sismicité 1 (très faible) ;
- Zone de sismicité 2 (faible) ;
- Zone de sismicité 3 (modérée) ;
- Zone de sismicité 4 (moyenne) ;
- Zone de sismicité 5 (forte).

L'article D563-8-1 du Code de l'environnement précise pour chaque département / communes le type de zone de sismicité associé.

Les équipements / installations sont quant à eux divisés en deux catégories elles-mêmes sous-divisées en sous catégories (Article R563-2 et R563-3) définies par l'arrêté du 22 octobre 2010 :

- Les installations dites à « risque normal »
 - Catégorie d'importance I ;
 - Catégorie d'importance II : Concerne notamment les ERP de 4ème et 5ème catégorie ;
 - Catégorie d'importance III : Concerne notamment les ERP de 1ère, 2ème et 3ème catégorie ;
 - Catégorie d'importance IV ;
- Les installations dites à « risque spécial ».

Des règles de construction spécifiques s'appliquent à la construction de bâtiments nouveaux dont les critères de catégorie et de sismicité correspondent au tableau ci-dessous.

Tableau 5. Applicabilité des règles parasismiques

		Catégorie d'importance			
		I	II	III	IV
Zone de sismicité	Zone 1				
	Zone 2				
	Zone 3				
	Zone 4				
	Zone 5				
	Aucune règle applicable				
	Règles parasismiques applicables				

Le risque sismique au droit de la zone du projet est de niveau 3 (risque modéré) et le bâtiment est classé comme installation à « risque normal » de catégorie d'importance II « bâtiments destinés à l'exercice d'une activité industrielle pouvant accueillir simultanément un nombre de personnes au plus égal à 300 ».

La conception de la structure du site prendra en compte ces règles de construction adaptées au risque sismique.

III.7. VOIES DE COMMUNICATION ET TRAFIC

L'accès au site se fait par la départementale D126 (avenue Charles de Gaulle) au nord puis la départementale D84 (avenue de Côtier) à l'ouest. Il est également possible d'accéder par l'impasse de Côtier au sud reliant la départementale D20 (route de Lagnieu) à l'est, axe majeur du secteur longeant Saint-Vulbas.



Figure 35. Contexte routier et autoroutier (Source : www.geoportail.gouv.fr)

Le site sera approvisionné par des porte-conteneurs ou camions, en moyenne 10 conteneurs et un maximum de 15 par semaine. Ce trafic mineur s'intègre dans le territoire du PIPA, dimensionné pour prendre en compte les différents trafics.

III.8. AMBIANCE SONORE

III.8.1 PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB) DE L'AEROPORT LYON SAINT-EXUPERY

Le Plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry a été approuvé par arrêté le 22 septembre 2005, complété par les arrêtés 2008-1343 du 10 janvier 2008 et 2009-4229 du 14 août 2009. Il limite l'urbanisation dans les zones de bruit au voisinage des aéroports à partir de l'évaluation de la gêne sonore susceptible d'être ressentie par les riverains au passage des avions.

Le site se trouve à 14 km de la zone D (LDEN 50) du Plan d'Exposition au Bruit associé et n'est pas dans une zone concernée par ce plan ni par le Plan de Gêne Sonore (PGS) associé.

III.8.2 PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)

Le territoire est couvert par le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de l'Etat (PPBE) de l'Ain approuvé le 28 décembre 2018 et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du département de l'Ain approuvé le 8 juillet 2019.

Les infrastructures routières à proximité du site sont de plus fréquemment sujettes à des dépassements des valeurs limites, comme présenté sur la carte suivante.

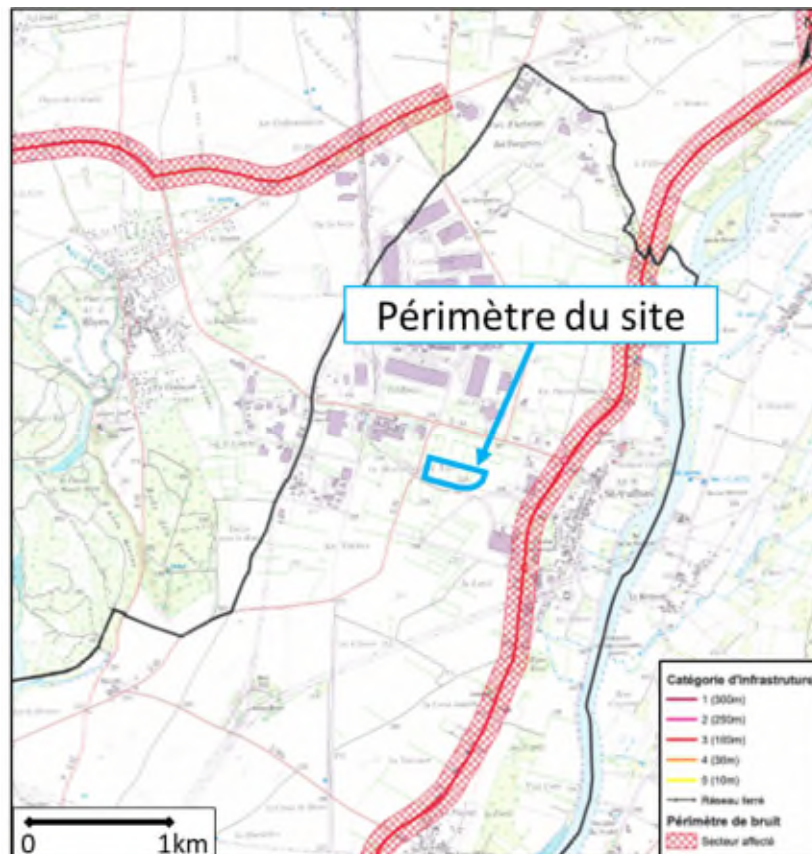


Figure 36. Classement sonore des infrastructures de transports aux alentours du projet

Le site n'est pas inclus dans une zone exposée au bruit.

III.9. QUALITE DE L'AIR

Le projet générera les rejets atmosphériques suivants :

- chaudière gaz naturel,
- trafic routier,
- rejets liés au process.

Concernant la chaudière, la puissance de celle-ci sera faible (inférieure à 2 MW). Le combustible employé sera le gaz naturel. Il s'agit d'un des combustibles fossiles les moins polluants émettant principalement de la vapeur d'eau et du dioxyde de carbone (CO₂) en faible quantité. Ainsi, l'impact de cette installation sera faible.

Concernant le trafic, il générera des gaz d'échappement diffus susceptibles de contenir du dioxyde de carbone (CO₂), des oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), des hydrocarbures imbrûlés (HC, NOx, HAP) et des poussières. Ces polluants se transforment dans l'atmosphère en polluants secondaires par réactions chimiques. La dispersion et la transformation de ces polluants dépendent de nombreux paramètres, météorologiques et chimiques. Ces émissions sont donc variables et deux paramètres sont essentiels :

- la performance des véhicules (âge des véhicules, vétusté, entretien, etc.),
- les pratiques de conduite des conducteurs.

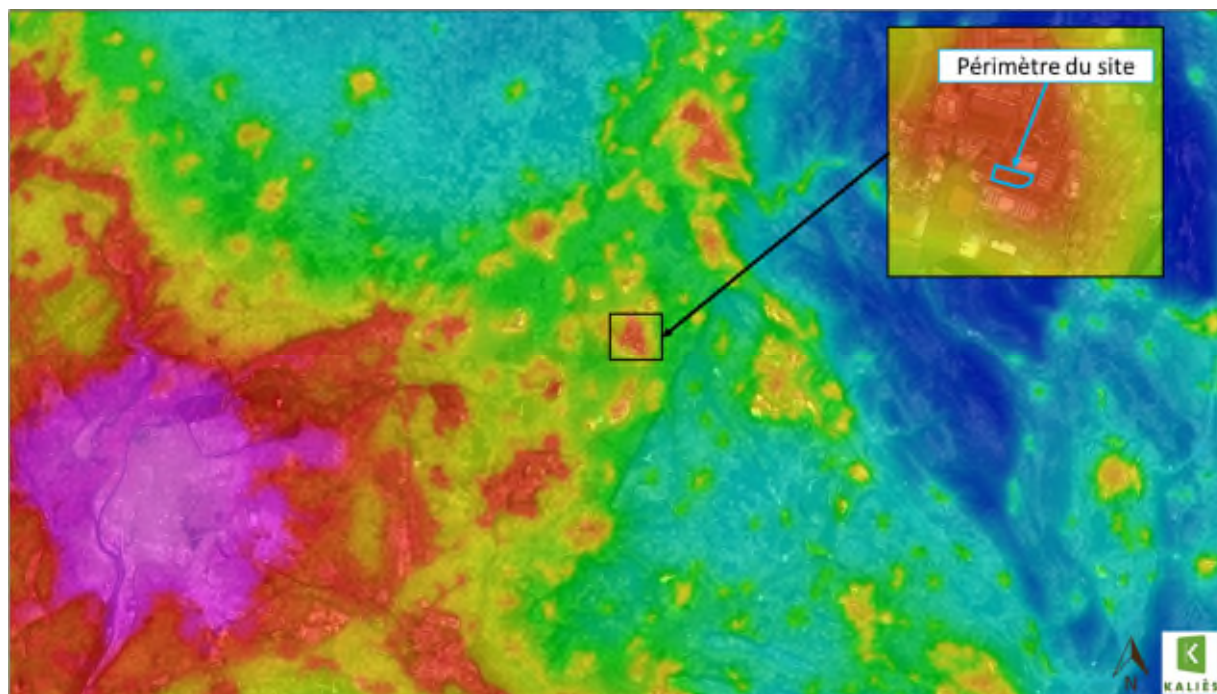
Une limitation de vitesse sur le site sera mise en place afin de réduire les émissions de ces polluants.

Au regard du contexte dans lequel s'implante le projet (présence d'une importante zone d'activité du PIPA), le projet aura un impact faible.

Des émissions radiologiques et chimiques liées au process (renouvellement de l'air des zones réglementées) sont également considérées mais réduites drastiquement avant rejet à l'atmosphère par l'intermédiaire d'un filtre THE (Très Haute Efficacité) permettant de réduire jusqu'à 99,9% les émissions à la cheminée.

III.10. POLLUTION LUMINEUSE

Les émissions lumineuses de la zone d'étude sont principalement constituées par l'éclairage public. Comme le montre la carte de pollution lumineuse ci-dessous, la commune de Saint-Vulbas est impactée notamment par la pollution lumineuse lointaine liée à l'agglomération lyonnaise mais aussi par la pollution lumineuse de proximité liée aux activités du PIPA.



Blanc : 0-50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grandes métropoles régionales et nationales.

Magenta : 50-100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.

Rouge : 100 -200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messier se laissent apercevoir.

Orange : 200-250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, la pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.

Jaune : 250-500 étoiles : pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions. Certains Messier parmi les plus brillants peuvent être perçus à l'œil nu.

Vert : 500-1000 étoiles : grande banlieue tranquille, faubourgs des métropoles, Voie Lactée souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques, typiquement les halos de pollution lumineuse n'occupent qu'une partie du ciel et montent à 40 -50° de hauteur.

Cyan : 1000-1800 étoiles : la Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclat, elle se distingue sans plus.

Bleu : 1800-3000 : bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement, on commence à avoir la sensation d'un bon ciel, néanmoins, des sources éparses de pollution lumineuse sabotent encore le ciel ici et là en seconde réflexion, le ciel à la verticale de l'observateur est généralement bon à très bon.

Bleu nuit : 3000-5000 : bon ciel : Voie Lactée présente et assez puissante, les halos lumineux sont très lointains et dispersés, ils n'affectent pas notablement la qualité du ciel.

Noir : + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel. La pollution lumineuse ne se propage pas à plus de 8° au-dessus de l'horizon.

Figure 37. Extrait de la carte de pollution lumineuse (source : AVEX, cartographie 2021)

Les sources lumineuses du projet correspondent :

- aux phares des véhicules circulant sur le site (sources ponctuelles) ;
- aux éclairages extérieurs (sources permanentes).

Les plus proches riverains sont localisés au sud du projet, à environ 700m à l'ouest. Ces habitations sont séparées du projet par d'autres sites et bâtiments au sein du PIPA ainsi que de nombreux espaces arborés. À noter que le site, de part sa localisation centrale dans le PIPA ne sera pas visible depuis les autres côtés.

Par ailleurs, le site sera éclairé par des lampadaires dont l'orientation se fera vers le bas pour limiter l'impact lumineux comme l'illustre le schéma ci-dessous.



Figure 38. Type d'éclairage envisagé

III.11. RISQUES TECHNOLOGIQUES

III.11.1 LIGNE ELECTRIQUE

A 900m à l'est du site, une ligne électrique 225kV et une ligne inférieure à 150kV sont présentes. A 800m à l'ouest passent également deux lignes électriques de tension inférieure à 150 kV.

Le site n'est pas dans la bande des 15 m de ces lignes (voir carte ci-après).

III.11.2 CANALISATIONS DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

La commune de Saint-Vulbas n'est pas concernée par des canalisations de transport de matières dangereuses.

Toutefois, une canalisation d'hydrocarbures est présente 6km à l'ouest et une canalisation de gaz naturel dessert le PIPA à 2,5 km au nord du site.

Le site n'est pas localisé au droit ou à proximité de ces canalisations. **Les dangers liés à ces infrastructures ne concernent pas le projet.**

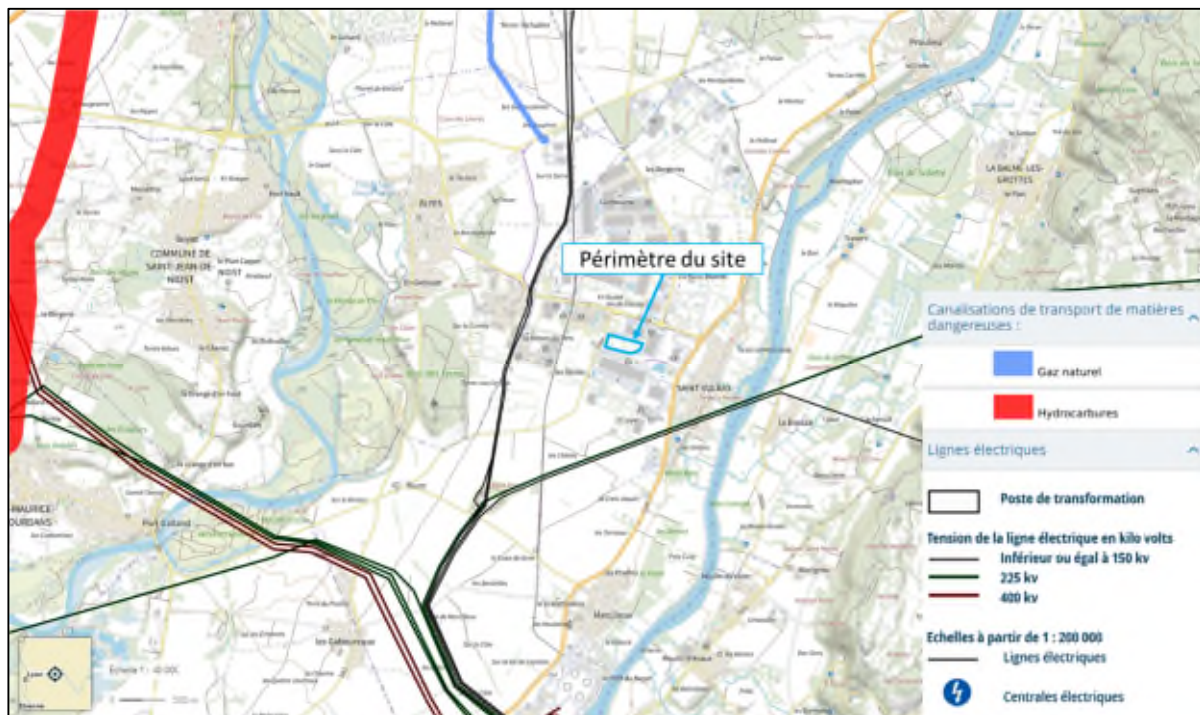


Figure 39. Localisation des canalisations de matières dangereuses et des lignes électriques

III.12. MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION ET DE COMPENSATION

III.12.1 EN PHASE TRAVAUX

Les mesures suivantes seront appliquées en phase travaux :

- Collecte et tri des déchets pour évacuation vers les filières adaptées,
- Mesures de limitation des envols de poussières et du bruit,
- Mise en place d'une gestion adaptée des eaux de chantier avec systèmes de prétraitement et interdiction de rejets de substances polluées,
- Mesures de limitation des pollutions accidentelles (stockage de produits, stationnement et ravitaillement des engins et nettoyage du matériel sur plateforme étanche),
- Sensibilisation régulière du personnel au respect des mesures environnementales et aux bonnes pratiques,
- Adaptation de la période de travaux afin d'éviter la période de nidification de l'avifaune,
- Le maintien des haies existantes, hormis sur 6 mètres dans la haie ouest afin de pouvoir insérer le projet,
- Le flux de camions empruntera les voies de communication de la ZAC du parc industriel de la Plaine de l'Ain, sans passer par les zones résidentielles,
- La foration du puits de pompage respectera les prescriptions pour la réalisation de ce type d'ouvrage conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif au rubrique 1.1.1.0 à savoir :
 - le respect des différentes distances depuis des décharges, ouvrages d'assainissement, stockages d'hydrocarbures, produits chimiques ou phytosanitaires,
 - création d'une margelle bétonnée de 3 m² autour de chaque tête et de 0,30 m de hauteur conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête,
 - la tête de sondage, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5m au-dessus du terrain naturel et est cimentée sur 1 m de profondeur,
 - un capot de fermeture est installé sur la tête du sondage afin d'assurer son isolement,
 - tous les sondages sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

III.12.2 EN PHASE EXPLOITATION

Les mesures suivantes seront mises en place en phase exploitation :

- Mise en œuvre d'une unité de traitement des eaux avant rejet dans le réseau PIPA et de bassin de rétention des eaux pluviales de voiries et de parking,
- Implantation d'un bassin de rétention pour collecter à la fois les eaux pluviales de voiries et de parking (selon les prescriptions de la ZAC mais aussi du PLU) mais aussi des eaux incendie (calculs D9/D9A),

- Mise en œuvre d'une unité de traitement des rejets atmosphériques. Les rejets atmosphériques seront limités par la mise en œuvre d'un filtre THE (Très Haute Efficacité) réduisant en sortie les émissions de cheminée de 99,9 %,
- Mise en place d'une gestion des déchets induits par les activités,
- Limite des nuisances lumineuses : 100% LED, éclairage orienté vers le sol,
- Les eaux contaminées issues des process seront envoyées vers le système de traitement des effluents comportant plusieurs étapes (dégrillage, traitement à l'ozone, contrôles...),
- Les niveaux de radioactivité et chimiques des effluents liquides seront contrôlés en sortie des dispositifs de traitement afin de garantir une qualité de l'eau conforme aux exigences réglementaires,
- Une convention de rejet sera établie avec la gestion des réseaux présents au sein de la ZAC du parc industriel de la Plaine de l'Ain,
- Des mesures acoustiques seront réalisées afin de vérifier la conformité du projet vis-à-vis de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatives aux nuisances sonores des ICPE,
- Le pompage des eaux souterraines se fera conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 et notamment, tout sondage sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution,
- De nouvelles plantations viendront compléter les haies conservées afin d'insérer le bâtiment dans son environnement,
- Le flux routier (véhicules légers et poids-lourds) empruntera les voies de communication de la ZAC du parc industriel de la Plaine de l'Ain, sans passer par les zones résidentielles,
- Les déchets conventionnels et non conventionnels suivront les filières agréées pour leur élimination avec la mise en place de bordereaux de suivi des déchets.